



DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2018

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 22 FEVRIER 2018

SOMMAIRE

PREAMBULE	3
Le cadre réglementaire	3
Le contexte économique et financier	4
A. Le déficit public en diminution	4
B. Une dette publique globale représentant 98,1 % du PIB	5
C. La dépense publique locale pèse 245 milliards d'euros en 2016	6
D. Des dépenses publiques croissantes depuis 1983	7
E. La part prépondérante des dépenses de personnel	8
F. Un encours de dette en forte augmentation	9
Evolution de l'intercommunalité	10
A. Le contexte de l'intercommunalité en Côtère	10
B. Le schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI)	10
Etat des lieux 2017 et estimé 2018	11
A. Evolution de la population	11
B. La fiscalité intercommunale	11
Perspectives 2018	18
A. Perspectives nationales	18
B. Les orientations budgétaires 2018	21
C. Décisions en matière de taux	23
D. Les dépenses de fonctionnement pour 2017	24
E. Les dépenses de personnel	27
F. Les dépenses d'investissement pour 2018	37
Les budgets annexes	49
A. Budget annexe de l'eau	49
B. Budget annexe de l'assainissement	51
C. Zones d'activités	54
D. Office de tourisme	54
Conclusion	55

PREAMBULE

La 3CM a pour ambition d'amplifier les dynamiques économiques pour répondre aux besoins d'une population qui s'accroît, consolider l'activité économique et l'emploi, préserver la qualité des espaces naturels et du cadre de vie et contribuer à l'attractivité du territoire.

Pour ce faire, la 3CM s'est dotée d'un outil qui est à la fois un objectif et une feuille de route :

LE PROJET DE TERRITOIRE.

Le projet de budget 2018 s'inscrit dans cette ambition.

Le Débat d'Orientation Budgétaire marque une étape importante dans le cycle budgétaire annuel des collectivités locales. Si l'action de ces dernières est principalement conditionnée par le vote de leur budget annuel, leur cycle budgétaire est rythmé par la prise de nombreuses décisions. Le rapport d'orientation budgétaire constitue la première étape de ce cycle.

Ce rapport s'inscrit dans un contexte de mise en place de pactes financiers avec l'Etat prévoyant notamment une maîtrise de l'évolution des dépenses publiques et des règles prudentielles en matière d'investissement.

Sur la base du rapport d'orientation budgétaire présenté, le débat permettra à l'assemblée délibérante de discuter des orientations budgétaires de l'exercice et des engagements pluriannuels qui préfigurent les priorités du budget primitif et d'être informée sur l'évolution de la situation financière de la collectivité.

Le cadre réglementaire

Le Débat d'Orientation Budgétaire est obligatoire pour les communes de plus de 3500 habitants et leurs groupements (articles 11 et 12 de la loi du 6 février 1992). Une délibération non précédée de ce débat serait entachée d'illégalité et pourrait entraîner l'annulation de ce budget.

Le débat doit avoir lieu dans un délai maximum de deux mois avant l'adoption du budget.

Le Débat d'Orientation Budgétaire fait l'objet d'un vote sur la base du rapport présenté.

L'article 107 de la loi NOTRe a modifié les articles L.2312-1 et L.5211-36 du code général des collectivités territoriales relatifs au débat d'orientation budgétaire, en complétant les dispositions relatives à la forme et au contenu du débat.

En effet, l'obligation nouvelle incombe au maire ou au président de l'EPCI de présenter à son organe délibérant, un rapport qui sera la base des discussions. A ce titre, ce dernier devra comporter :

- Les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement, mais aussi les concours financiers de la fiscalité et des relations financières avec l'EPCI de rattachement.

- Les engagements pluriannuels avec les orientations en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes avec, le cas échéant, les orientations en matière d'autorisations de programme.
- La structure et la gestion de l'encours de dette jusqu'à la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Ces différentes parties du rapport devront permettre ainsi d'évaluer l'évolution prévisionnelle du niveau d'épargne brute, d'épargne nette et de l'encours de dette à la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

De plus, pour les EPCI de plus de 10 000 habitants comprenant au moins une commune de 3500 habitants et plus, ce rapport comporte également :

- Une présentation de la structure des effectifs et de son évolution au cours de l'exercice concerné par le projet du budget,
- Les dépenses de personnel comportant des éléments sur la rémunération (les traitements indiciaires, les régimes indemnitaires, les avantages en nature et le temps de travail) et leur évolution au cours de l'exercice concerné par le projet du budget.

Par ailleurs, l'article 61 de la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes a introduit à l'article L.2311-1-2 du CGCT, l'obligation pour les EPCI à fiscalité propre regroupant plus de 20 000 habitants, de présenter un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Ce rapport met en exergue le fonctionnement de l'EPCI, les politiques et les orientations qu'il mène de nature à améliorer cette situation.

Le rapport est transmis par le Président de la 3CM aux communes membres dans un délai de 15 jours à compter de son examen par l'assemblée délibérante.

Il est mis à la disposition du public sur le site internet de la 3CM et au siège social de la collectivité dans les 15 jours suivants la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire.

Le contexte économique et financier

La loi de finances 2018 et le projet de loi de programmation des finances publiques 2018-2022 ont pour ambition de ramener la France dans une trajectoire de réduction du déficit public, de la dépense publique et des prélèvements obligatoires tout en finançant les priorités du gouvernement.

Les collectivités locales seront mises à contribution sous la forme d'un pacte de confiance avec l'Etat ayant pour objectif une économie de dépenses de 13 milliards d'euros sur 5 ans.

A. Le déficit public en diminution

A fin 2016, le déficit public était de **75,9 Md€**.

- Le déficit public correspond au besoin de financement des administrations publiques.
- Il mesure la différence entre l'ensemble des dépenses (fonctionnement et investissement) et l'ensemble des ressources non financières.

Le déficit public diminue en raison d'une forte réduction des dépenses.

Evolution du déficit public depuis 1995



En Md€

	2016
Ensemble des adm.publiques	-75.9
dont :	
Etat	-74.1
Organismes divers d'administration centrale	-1.9
Administrations publiques locales (APUL)	3.0
Administrations de sécurité sociale (ASSO)	-2.9

Source INSEE

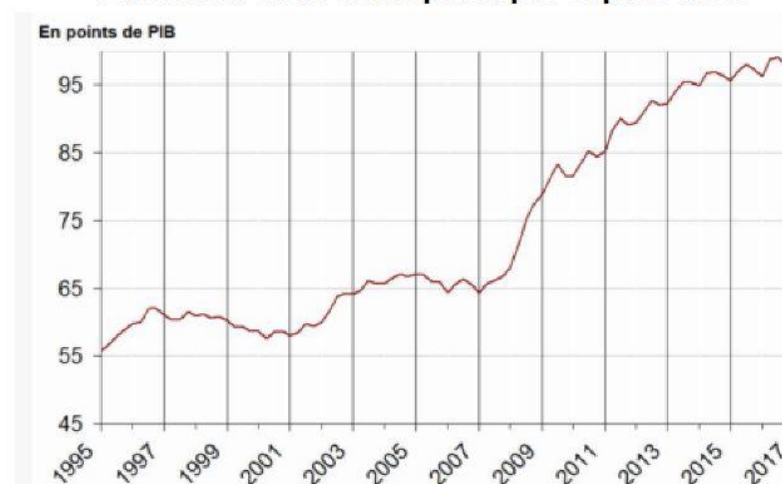
B. Une dette publique globale* représentant 98,1 % du PIB

* Etat, collectivités locales et intercommunalités, sécurité sociale

A la fin du troisième trimestre 2017, la dette publique est de 2 226,1 Md€ (-5,5 Md€ par rapport au trimestre précédent).

La dette des Administrations Publiques Locales (APUL) représente près de **9%** de la dette publique de l'ensemble des administrations publiques.

Evolution de la dette publique depuis 1995



Dettes publiques des administrations

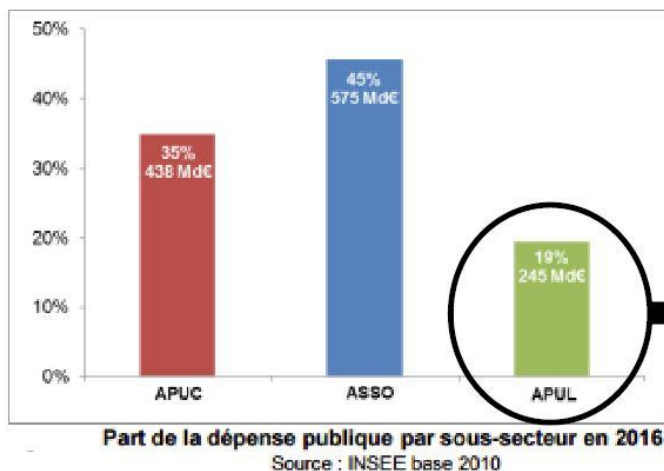
	2016T3	2016T4	2017T1	2017T2	2017T3
Ensemble des adm. publiques	1953,7	1958,5	1983,9	2004,1	2002,6
dont :					
État	1601,8	1608,3	1625,1	1650,0	1663,6
Organismes divers d'adm. centrale	3,0	-1,5	-1,8	-1,4	-1,5
Administrations publiques locales	180,8	187,4	186,1	185,1	183,7
Administrations de sécurité sociale	168,1	164,2	174,5	170,3	156,7

Source INSEE

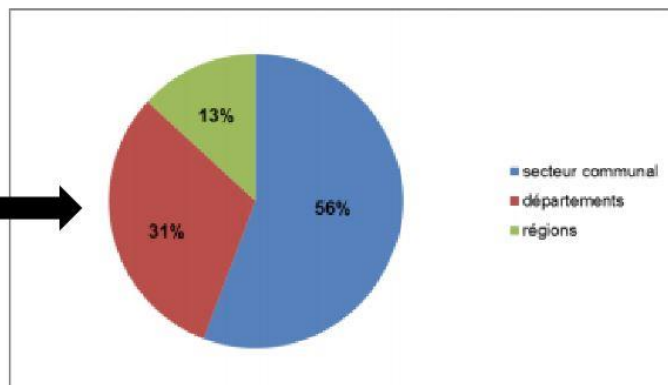
C. La dépense publique locale pèse 245 milliards d'euros en 2016

Cf graphiques page 7

La dépense publique locale représente près de **20%** de la dépense publique totale.



Communes et intercommunalités pèsent pour **56%** de la dépense publique locale.



APUL : Administration PUblique Locale (communes, intercommunalités, départements, régions,...)

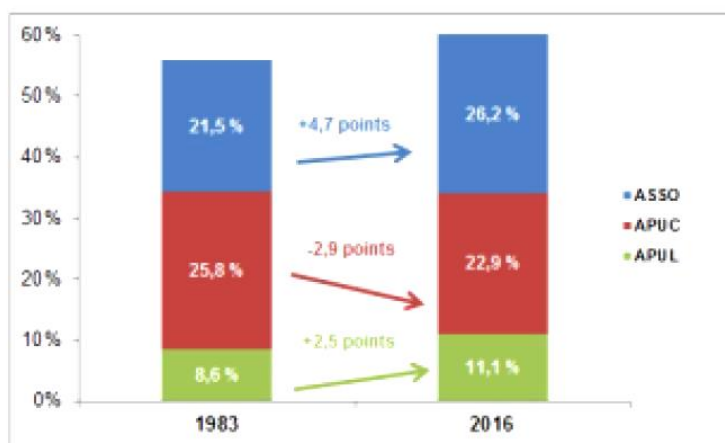
ASSO : Administration de Sécurité SOciale

APUC : Administration PUblique Centrale

Source annexe jaune au PLF 2018

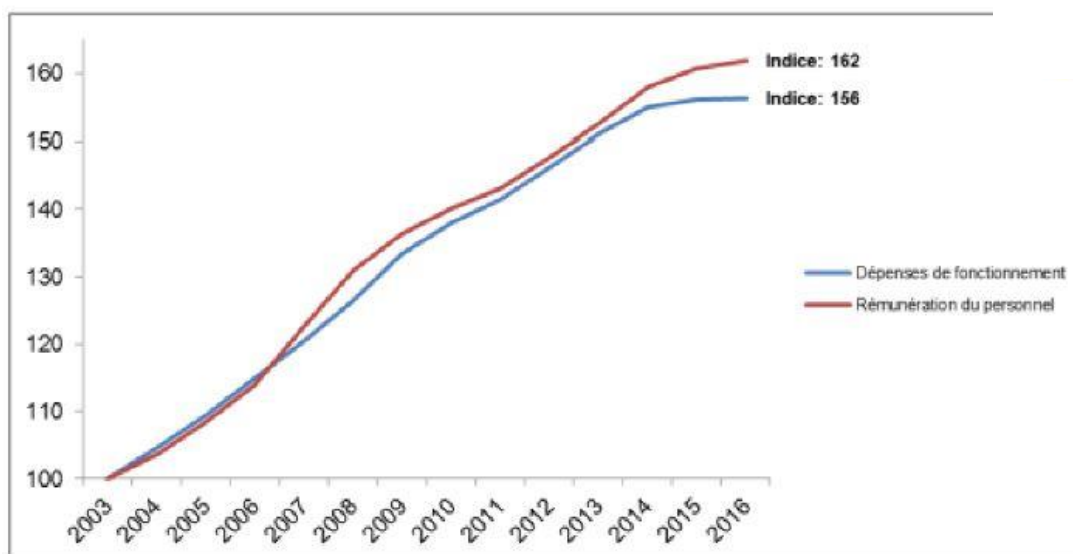
D. Des dépenses publiques croissantes depuis 1983

- Les dépenses des APUL représentent **11,1%** du PIB en 2016 contre **8,6%** en 1983.
- Sur la période 1983-2013, les dépenses des APUL ont augmenté, en moyenne, plus rapidement que la richesse nationale (5,1%/an contre 4%/an).
- Depuis 2014, les dépenses des APUL ont ralenti en raison principalement de la baisse des investissements des collectivités et intercommunalités.

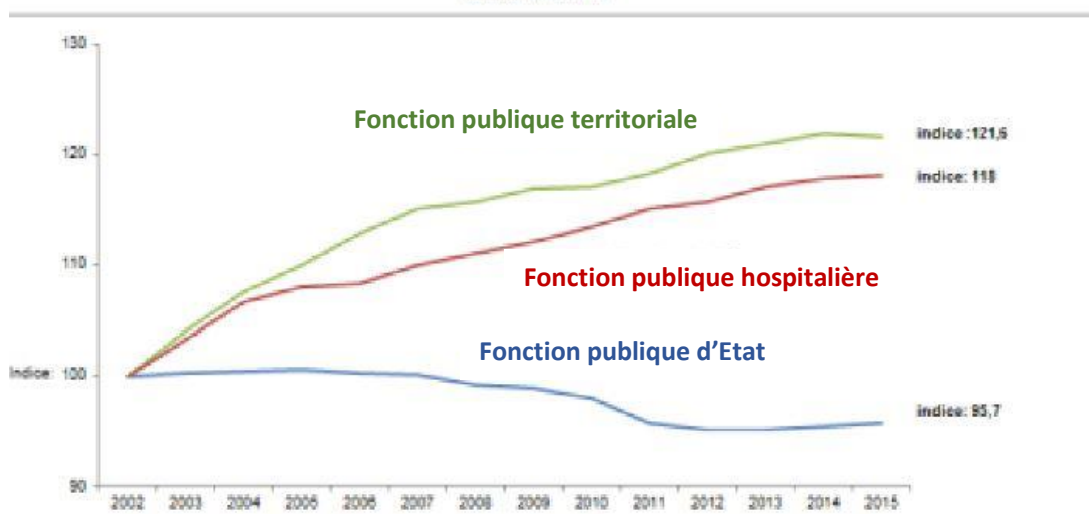


E. La part prépondérante des dépenses de personnel

- Sur la période 2008-2016, les dépenses de personnel ont augmenté plus rapidement que les dépenses de fonctionnement pour l'ensemble des catégories de collectivités.
- Sur cette période, les dépenses de personnel des APUL sont passées de **64 Md€ à 80 Md€**.
- Depuis 2002, la progression des effectifs de la Fonction Publique Territoriale (FPT) est la plus importante.
- Le secteur communal (communes et interco.) emploie à lui seul près de **82%** des effectifs de la FPT.



Hausse des dépenses de personnel et du total des dépenses de fonctionnement (base 100 en 2003)
Sources : INSEE



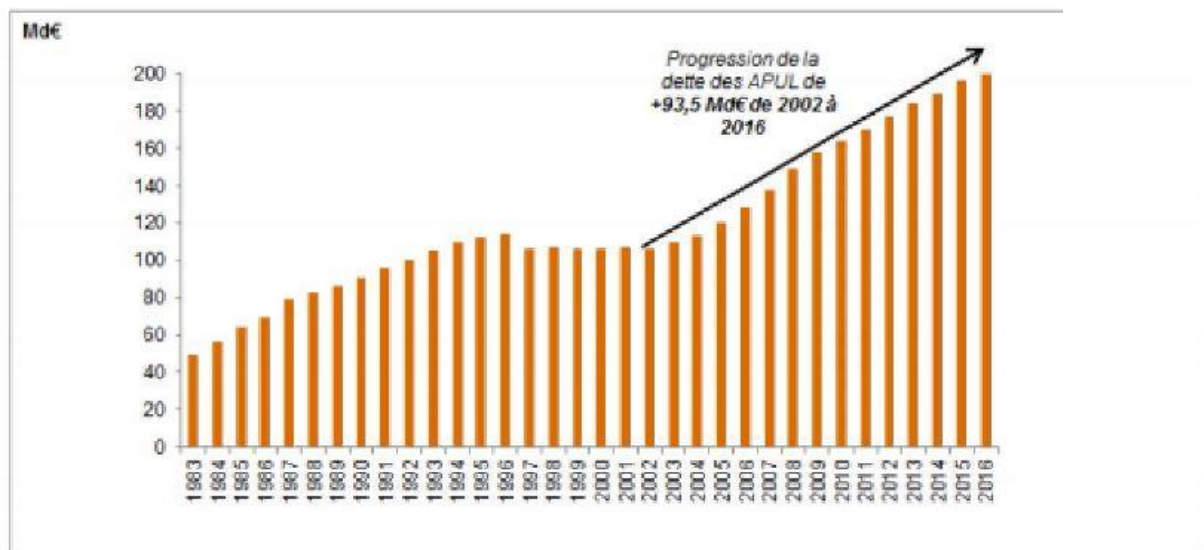
Évolution des effectifs des trois fonctions publiques depuis 2002

Source : DGCL, *Les collectivités territoriales en chiffres (2017)* et annexe jaune au PLF 2018

F. Un encours de dette en forte augmentation

- Pour les APUL, la dette atteint près de **200 Md€** au 31 décembre 2016 (+ 93,5 Md€ par rapport à 2002).
- Cet encours représente près de **80%** des recettes des collectivités.

La capacité de désendettement a augmenté : en 2016, **5,2 années** seraient nécessaires pour rembourser la totalité de l'encours de dette contre **3,2 années** en 2003.



Évolution de l'encours de dette de l'ensemble des APUL (1983-2016)
Source : INSEE

A noter que le PLFP 2008-2022 durcit la «règle d'or» en encadrant l'évolution des capacités de désendettement des collectivités locales et intercommunalités en fixant un ratio prudentiel de dette rapportée à la capacité d'autofinancement

Le projet de loi de programmation des finances a pour ambition de faire passer le déficit public de la France sous la barre symbolique des 3%.

L'objectif est d'atteindre l'équilibre budgétaire en 2022 et de ramener le taux des dépenses publiques à 51 % du PIB de la même année.

Un grand plan d'investissement pluriannuel de 57 milliards d'euros sur 5 ans :

- 20 milliards d'euros pour la transition écologique,
- 15 milliards d'euros pour la formation, 13 milliards d'euros pour la compétitivité et l'innovation,
- 9 milliards d'euros pour le numérique,

est annoncé dans un contexte de remontée probable des taux d'intérêts bancaires.

Les chiffres clés de la loi de programmation des finances publiques 2018-2022 diffusés par le ministère de l'économie et des finances.

	2018	2019	2020	2021	2022
Dépenses de fonctionnement	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %
Réduction annuelle du besoin de financement	-2,6 Md€	-2,6 Md€	-2,6 Md€	-2,6 Md€	-2,6 Md€
Réduction cumulée du besoin de financement	-2,6 Md€	-5,2 Md€	-7,8 Md€	-10,4 Md€	-13,0 Md€

Evolution de l'intercommunalité

A. Le contexte de l'intercommunalité en Côtère

La 3CM, de par son arrêté préfectoral du 27 décembre 2017, et son programme pluriannuel d'investissement délibéré en date du 7 septembre 2017, affirme sa vision du territoire intercommunal déclinée dans son projet de territoire.

La promulgation de la loi NOTRe (Nouvelle Organisation Territoriale de la République) modifie également le paysage intercommunal par le renforcement progressif des compétences que les intercommunalités doivent exercer.

A ce titre, après le transfert de la compétence partielle de l'assainissement, à savoir « l'assainissement collectif » au 4 avril 2016 à l'EPCI, c'est au tour au 1^{er} janvier 2018 :

- De la gestion des milieux aquatiques et de la protection contre les inondations (GEMAPI),
- Du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET),
- Le commerce dont le périmètre d'intérêt communautaire doit être défini d'ici le 31 décembre 2018.

B. Le schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI)

Bien que la 3CM ne soit pas impactée par le schéma départemental de coopération intercommunale, le projet de fusion avec la CCMP est toujours en cours de réflexion.

Etat des lieux 2017 et estimé 2018

A. Evolution de la population

Article du Progrès publié le 28 décembre 2017 :

« La région Auvergne Rhône Alpes est attractive. Elle gagne 60000 habitants par an. Dans ces 60000, 30000 sont nouveaux arrivants, c'est le solde migratoire. Le taux de croissance moyen s'élève à + 0,8%. La Région serait la plus dynamique à l'horizon 2050. »

Le nombre d'habitants sur le territoire de la 3CM est estimé à 25090 pour l'année 2018.

B. La fiscalité intercommunale

Principe de solidarité fiscale communes et communauté de communes

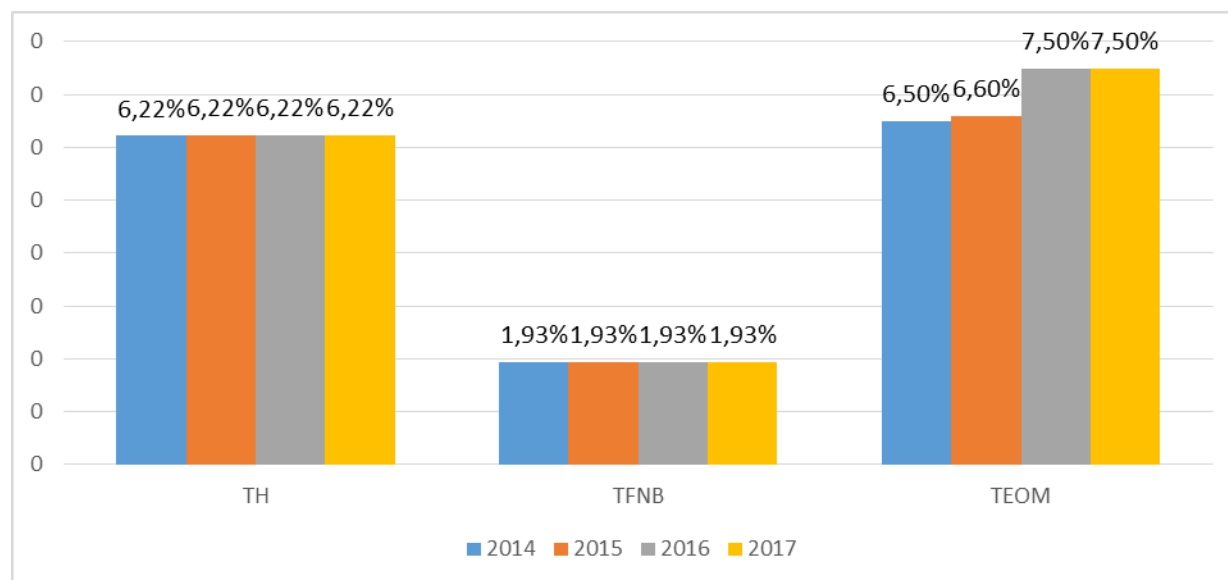
La 3 CM a opté pour le régime de fiscalité le plus intégré. Dès lors, elle est soumise au régime de la fiscalité unique. Aussi, les taux de fiscalité communaux et intercommunaux doivent pouvoir évoluer de manière coordonnée et conjointe.

La 3 CM, par son régime fiscal intégré, prélève une part de la fiscalité ménage et la fiscalité économique.

1) La fiscalité ménage

La 3CM vote ses propres taux sur la taxe d'habitation et sur le foncier non bâti. Sur les impôts ménages, les taux fixés par l'intercommunalité s'additionnent aux taux communaux.

Evolution des taux de fiscalité ménage 2014-2017



2) La fiscalité économique

Définition :

La contribution économique territoriale (CET) est composée de la cotisation foncière des entreprises (CFE) et de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE).

La cotisation foncière des entreprises (CFE) est assise sur la seule valeur locative des biens soumis à la taxe foncière. Les équipements et biens mobiliers ainsi que les recettes ne sont plus imposés. La communauté de communes fixe le taux de CFE : 19,85 %

La cotisation sur la valeur ajoutée (CVAE) s'applique aux entreprises entrant dans le champ d'application de la cotisation foncière des entreprises et dont le chiffre d'affaires (CA) excède 152 500 €. Toutes ces entreprises sont soumises à une obligation déclarative.

Par ailleurs, certains redevables exerçant leur activité dans le secteur de l'énergie, du transport ferroviaire et des télécommunications doivent désormais s'acquitter d'une imposition spécifique, l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER). La taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) est due par les établissements ouverts postérieurement au 1^{er} janvier 1960, dont le chiffre d'affaires est supérieur à 460 000 € hors taxes et qui :

- Ont une surface commerciale de plus de 400 m²,
- Ou, quelle que soit leur surface commerciale, sont exploités sous une enseigne commerciale appartenant à une tête de réseau dont la surface cumulée des établissements est supérieure à 4 000 m².

Synthèse des produits économiques 2017

La 3 CM perçoit l'impôt économique mais ne peut pas agir sur les produits de CVAE, TASCOM et IFER dans la mesure où elle ne fixe pas le taux.

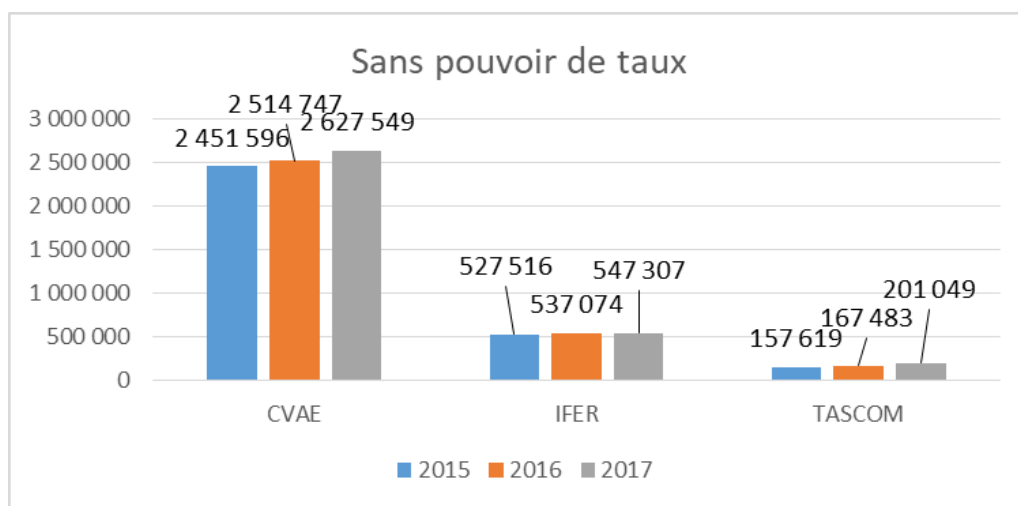
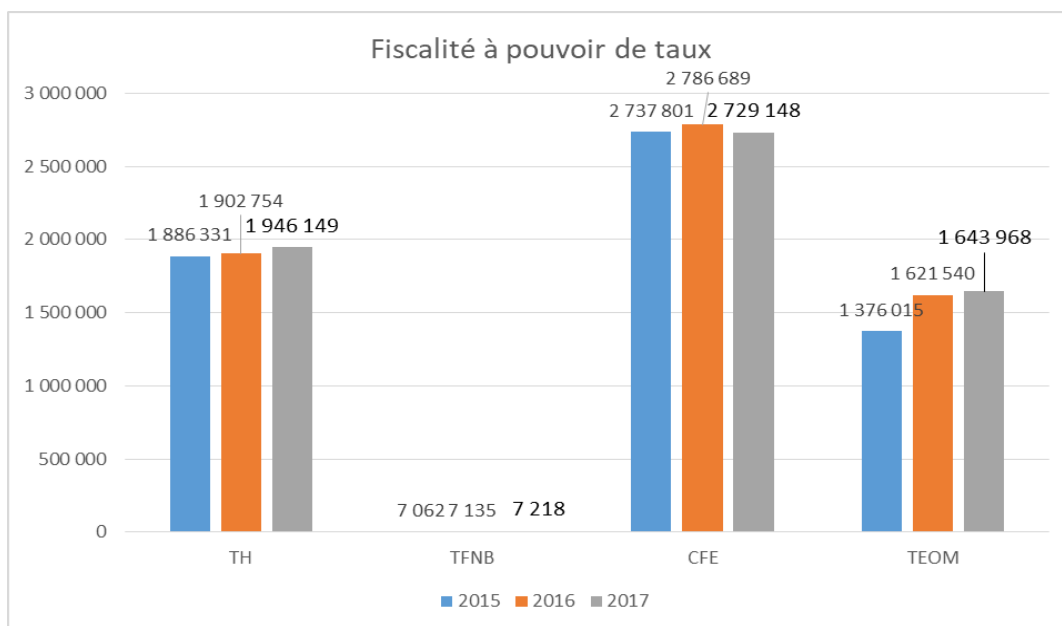
3) Synthèse des produits fiscaux et reversements

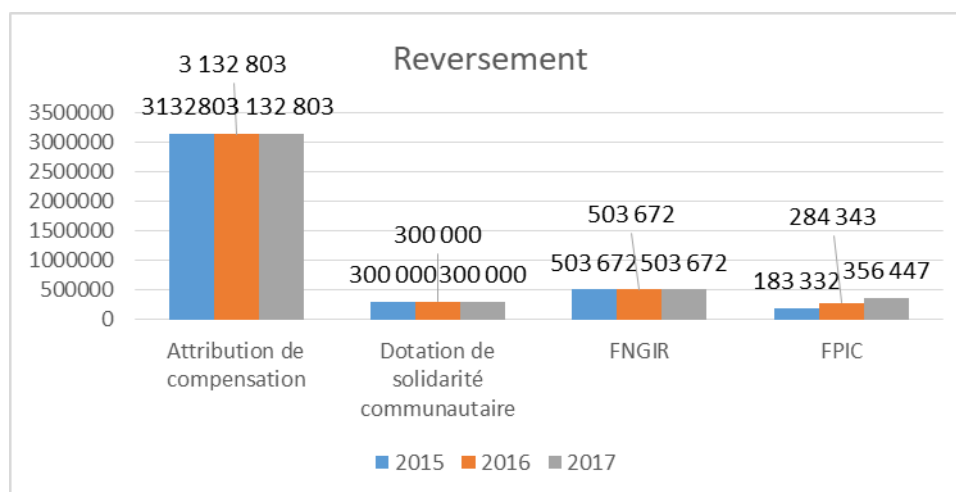
Le produit de fiscalité attendu 2017, d'un montant de 10 562 507 € est soumis à des prélèvements d'Etat pour 860 117 € entre le reversement au titre du FNGIR (503 672 €) et du FPIC (356 447 €).

Le tableau ci-dessous permet d'appréhender les produits fiscaux (à pouvoir de taux et sans pouvoir de taux) perçus par la 3 CM, les reversements au profit de l'Etat au titre de la péréquation, le montant de l'attribution de compensation ainsi que celui de la DSC, reversés aux communes du territoire.

	Imputation budgétaire	Taxes	2014	2015	2016	2017	Ecart 2017-2016
Fiscalité à pouvoir de taux	73111	TH	1 821 152	1 886 331	1 902 754	1 946 149	
		TFNB	6 801	7 062	7 135	7 218	
		CFE	2 607 113	2 737 801	2 786 689	2 729 148	
	7331	TEOM	1 322 950	1 376 015	1 621 540	1 643 968	
Sans pouvoir de taux	73112	CVAE	2 382 054	2 451 596	2 514 747	2 627 549	
	73114	IFER	517 026	527 516	537 074	547 307	
	73113	TASCOM	161 469	157 619	167 483	201 049	
Total recettes fiscales			8 818 565	9 143 940	9 537 422	9 702 388	+ 165 k€

	Imputation budgétaire	Taxes	2014	2015	2016	2017	Ecart 2017- 2016
Reversements	73921	Attribution de com- pensation	3132803	3132803	3 132 803	3 132 803	
		Dotation de solidari- té commu- nautaire	300 000	300 000	300 000	300 000	
	73923	FNGIR	503 672	503 672	503 672	503 672	
	73925	FPIC	127 906	183 332	284 343	356 447	
	Total		4 064 381	4 119 807	4 220 818	4 292 922	+ 72 k€





• L'attribution de compensation

Définition de l'attribution de compensation (ADCF)

Dispositif de reversement au profit des communes membres destiné à neutraliser le coût des transferts de compétence :

- Dépenses obligatoires des communautés ayant adopté la fiscalité professionnelle unique (FPU).
- Elle correspond, schématiquement, à la différence entre le produit de la FPU perçu par la commune l'année précédant celle de l'instauration par le groupement de la FPU et le montant des charges des compétences transférées.
- Elle est réévaluée à la hausse ou à la baisse à chaque nouveau transfert de charges.

La 3CM reverse aux communes du territoire un montant de 3 132 803 € chaque année. Ce montant a été calculé lors du changement de fiscalité intercommunale.

COMMUNES	ATTRIBUTION DE COMPENSATION ANNUELLE	VERSEMENT MENSUEL
BALAN	619 256,24 €	51 604,69 €
BELIGNEUX	217 459,60 €	18 121,63 €
BRESSOLLES	80 015,70 €	6 667,98 €
LA BOISSE	682 528,20 €	56 877,35 €
DAGNEUX	741 885,08 €	61 823,76 €
MONTLUEL	704 111,88 €	58 675,99 €
NIEVROZ	87 546,08 €	7 295,51 €
PIZAY	- 2 964,53 €	
SAINTE-CROIX	- 4 440,60 €	

Le montant de l'attribution de compensation reste figé sans transfert de charges supplémentaires entre les communes et l'intercommunalité.

- **La dotation de solidarité communautaire**

La 3CM reverse à ses communes membres la DSC pour un montant de 300 000 €.

Pour rappel, l'architecture générale de la 3CM est composée de 5 grands sous-ensembles :

- Une part fixe,
- La population,
- Les effectifs scolaires,
- L'effort fiscal,
- Le potentiel fiscal.

- **L'évolution du FPIC**

Le FPIC est un fonds de péréquation horizontale destiné à réduire les écarts de richesse entre les ensembles intercommunaux constitués des communes et de leur EPCI (le bloc local).

Le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) a été mis en place en 2012. Il constitue le premier mécanisme national de péréquation horizontale pour le bloc local. Il s'appuie sur la notion d'ensemble intercommunal, composé d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI) et de ses communes membres.

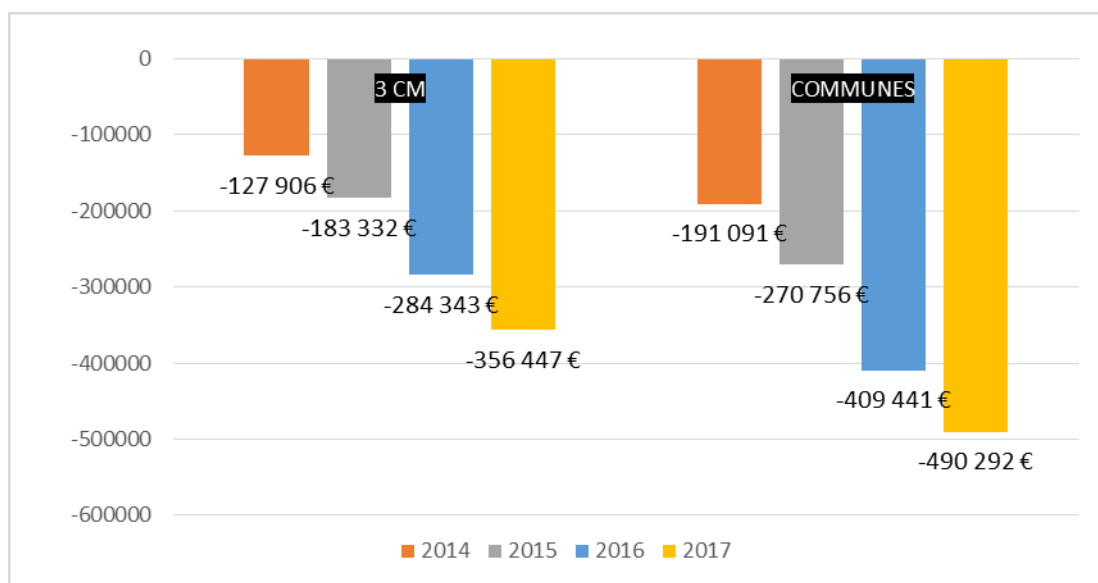
La loi de finances pour 2017 gèle la montée en charge du FPIC à 1 milliard d'euros.

Le FPIC consiste à prélever une partie des ressources de certaines intercommunalités et communes pour la reverser à des intercommunalités et communes moins favorisées.

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Enveloppe nationale (en millions d'euros)	150	360	570	780	1 000	1 000
Evolution		140 %	58 %	37 %	28 %	0 %

Concernant la 3 CM, le tableau et les graphiques ci-dessous déterminent les montants du FPIC du bloc local versés de 2014 à 2017.

FPIC	2014	2015	2016	2017	Evolution 2016/2017
3 CM	-127 906 €	-183 332 €	-284 343 €	- 356 447 €	- 20.23%
COMMUNES	-191 091 €	-270 756 €	-409 441 €	- 490 292 €	-16.49%
TOTAL	-318 997 €	-454 088 €	-693 784 €	- 846 739 €	-18.06%



- **Le FNGIR**

Pour compenser les effets de la suppression de la taxe professionnelle, a été mis en place un fonds national de garantie individuelle des ressources communales et intercommunales (FNGIR).

Le FNGIR est un mécanisme de redistribution horizontale des ressources.

La 3 CM est contributrice à hauteur de 503 672 € chaque année.

4) Les dotations versées par l'Etat

Les estimations de dotations 2017 se basent donc sur la réglementation en vigueur.

- L'évolution de la dotation globale de fonctionnement (DGF)

La DGF des EPCI comporte deux composantes :

- La dotation d'intercommunalité, elle-même composée d'une dotation de base et d'une dotation de péréquation,
- La dotation de compensation.

Le contexte économique national conduit l'Etat à réduire chaque année l'enveloppe nationale dédiée aux dotations soit pour 2017 : - 137 482 €.

- La dotation d'intercommunalité

Elle est prévue à l'article L5211-28 du CGCT.

Les montants de dotation d'intercommunalité perçus par la 3 CM depuis 2014 :

	2014	2015	2016	2017	Ecart 2017/2016
Total dotation d'intercommunalité	535 325 €	354 297 €	164 285 €	63 212 €	- 101 K€

- La dotation de compensation

Depuis la loi de finances de 1999, les modalités de calcul de la base d'imposition de la taxe professionnelle ont été modifiées en supprimant progressivement la part salaire. La perte de bases qu'ont connue les collectivités a été compensée par l'Etat pour les communautés, par l'institution d'un concours particulier : la dotation de compensation.

	2014	2015	2016	2017	Ecart 2017/2016
Total dotation de compensation	1 365 943 €	1 336 132 €	1 310 277 €	1 273 868 €	- 36 K€

5) L'endettement

- Evolution de l'encours de la dette de 2014 à 2017

	2014	2015	2016	2017
CRD	11 251 350 €	10 520 310 €	11 747 667 €	10 880 337 €
Intérêts	357 022 €	333 329 €	360 703 €	307 938 €

- L'épargne brute et la capacité d'autofinancement

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	2014	2015	2016	2017 estimé
Recettes réelles de fonctionnement	11 733 174 €	12 063 049 €	12 409 303 €	13 452 135 €
Dépenses réelles de fonctionnement	8 966 617 €	9 595 350 €	10 273 190 €	10 491 883 €
Epargne brute	2 766 557 €	2 467 699 €	2 136 113 €	2 960 583 €
Epargne nette	2 035 553 €	1 687 439 €	1 264 745 €	2 081 583 €
Capital des emprunts	731 004 €	780 260 €	871 368 €	878 669 €

6) Les ressources humaines

- Masse salariale

En 2017, la masse salariale prévisionnelle était de 2 238 187 €, sont incluses dans ce montant les cotisations d'assurance, les tickets restaurant et la hausse de la valeur du point.

Le calcul de ce montant permet un reversement à hauteur de 347 018 € aux budgets annexes de l'assainissement et de l'eau pour les charges de personnel :

- 223 983 € pour l'assainissement
- 123 035 € pour l'eau :
 - 2 postes de technicien étaient prévus au budget 2017,
 - Un chargé de mission pour le bassin d'alimentation de captage prioritaire. L'agent recruté sur ce poste a travaillé 2 mois en 2017, d'août à septembre.
- Actions sociales

En 2013, une subvention au COS est versée à hauteur de 0,3 % de la masse salariale.

- Télétravail

La collectivité a mis en place le télétravail depuis le 9 décembre 2017.

Sur l'exercice 2017, deux agents exercent le télétravail de façon régulière à hauteur d'une journée par semaine.

A noter que deux autres agents ont utilisé cette modalité ponctuellement.

- Schéma de mutualisation

L'exercice 2017 aura vu la mise en œuvre du groupement de commandes relatif aux assurances.

Perspectives 2018

A. Perspectives nationales

1) *La contribution des collectivités à l'effort de réduction des déficits publics et de maîtrise de la dépense publique.*

La loi de programmation des finances publiques 2018-2022 ne prévoit plus de réduction automatique des concours financiers de l'Etat alloués aux collectivités territoriales pour atteindre l'objectif fixé. Pour mémoire, la baisse s'est élevée à 11,5 milliards d'euros entre 2014 et 2017.

	2014	2015	2016	2017	Cumul
Évolution en Mds €	-1,50	-3,67	-3,67	-2,67	-11,50

En revanche, la loi de programmation des finances publiques 2018-2022 fixe un objectif de réduction de 3,60 points du ratio des dépenses publiques. Le gouvernement entend donc décroître le ratio de dette et déceler l'augmentation des dépenses publiques par un effort de 13 milliards d'euros sur les collectivités locales étalé de la manière suivante :

Collectivités territoriales et groupements à fiscalité propre	2018	2019	2020	2021	2022
Réduction annuelle du besoin de financement	-2,6	-2,6	-2,6	-2,6	-2,6
Réduction cumulée du besoin de financement	-2,6	-5,2	-7,8	-10,4	-13,0

A ce titre, à partir de 2019, l'article 13 dispose que l'ensemble des collectivités territoriales et des EPCI soumis à l'obligation d'organiser un Débat d'Orientation Budgétaire doivent présenter leurs objectifs concernant :

- L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur,
- L'évolution du besoin de financement annuel (emprunts minorés des remboursements).

A noter que ces éléments prennent en compte les budgets principaux et l'ensemble des budgets annexes.

La loi de programmation précise que des contrats de confiance avec le Préfet s'adresseront à toute collectivité désireuse d'entrer dans cette démarche et obligatoirement les collectivités suivantes :

- Les Régions,
- Les collectivités de Corse, Martinique et de Guyane,
- Les Départements,
- La Métropole de Lyon,
- Les EPCI à fiscalité propre et les communes dont les dépenses du budget principal en 2016 excèdent 60 millions d'euros.

Ces contrats visent à déterminer les objectifs et les modalités d'évolution des dépenses de fonctionnement et du besoin de financement.

Un système de malus ou de bonus (baisse ou hausse des dotations) est prévu pour toutes les collectivités en fonction des résultats obtenus.

La 3CM n'est donc pas concernée directement et immédiatement.

Par ailleurs, l'article 24 encadre strictement l'endettement des collectivités suivantes :

- Entre 11 et 13 années pour les communes supérieures à 10 000 habitants et pour les EPCI supérieurs à 50 000 habitants,
- Entre 9 et 11 années pour les Départements et la Métropole de Lyon,
- Entre 8 et 10 années pour les Régions, les collectivités de Corse, de Guyane et de Martinique.

Sur ce point également, la 3CM n'est pas impactée.

2) La suppression progressive de la taxe d'habitation

L'article 3 de la loi de finances 2018 instaure une réforme de la taxe d'habitation en ajoutant aux exonérations existantes un nouveau dégrèvement qui permettrait à 80 % des redevables d'être dispensés de paiement de taxe d'habitation en 2020 de manière progressive :

- 30 % en 2018,
- 65 % en 2019,
- 100 % en 2020.

A noter que le dégrèvement pris en charge par l'Etat prendra comme référence la situation 2017. Dès lors, en cas de hausse des taux d'imposition ou de réduction, ce sera le contribuable qui acquittera l'ensemble des augmentations futures.

A ce titre, se pose la question de la taxe GEMAPI.

3) Exonération de cotisation minimum de CFE pour les redevables réalisant un très faible chiffre d'affaires

A partir de 2019, les entreprises imposées à la base minimum et réalisant un chiffre d'affaires inférieur ou égal à 5000 € seront exonérées de cotisation minimum de CFE.

Au niveau national, un million de redevables CFE sont concernés, soit un quart de l'ensemble des redevables de CFE.

Cette exonération sera compensée par l'Etat.

4) Le FPIC

La loi de finances de 2018 propose de stabiliser le montant du volume global du FPIC à 1 milliard d'euros, enveloppe en vigueur depuis 2016.

Néanmoins, jusqu'à présent, les contributions des ensembles intercommunaux ne pouvaient excéder 13 % des ressources des communes et de l'EPCI.

La loi de finances de 2018 relève ce seuil à 13,5 %, ce qui représente pour la 3CM une **hausse estimée à 13800 €** environ à ressources constantes.

5) Autre variable d'ajustement

La loi de finances 2018 élargit les variables d'ajustement du bloc communal avec l'intégration de la DC RTP (Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle) des communes et des EPCI.

Cet élargissement s'élèverait à environ 37000 €.

B. Les orientations budgétaires 2018

Les projets de budget 2018 s'inscrivent d'une part dans un contexte d'incertitudes sur l'évolution des recettes et sur les conséquences financières de l'exercice des nouvelles compétences et, d'autre part, dans un projet de territoire permettant de renforcer la dynamique et la cohésion de notre espace, de s'inscrire dans la modernité et de prendre en main notre avenir.

Les orientations budgétaires 2018 traduisent la volonté de la 3CM de maintenir une capacité financière d'actions dans une trajectoire pluriannuelle de maîtrise de dépenses de fonctionnement et de soutien à l'investissement favorable à l'économie et à l'attractivité du territoire.

Ces investissements sont adossés à un programme pluriannuel d'investissement (PPI) de 38300 k€ dont 24445 k€ en budget général sur la période de 2017 à 2022, auquel pourraient s'ajouter des investissements liés aux nouvelles compétences d'une part et des charges de fonctionnement d'autre part.

En effet, lors de la réalisation du PPI, les coûts induits par les compétences telles que :

- Le PCAET,
- Le commerce (définition de l'intérêt communautaire),
- Le logement,

n'avaient pas été identifiés.

Les estimations de recettes ont été élaborées à partir du texte du projet de loi de finances initial pour 2018. Ces éléments sont donc toujours susceptibles d'évoluer.

○ Des recettes issues de la fiscalité

Les recettes fiscales sont évaluées pour l'année 2018, à **8 166 800 €**, en hausse de 0,30 % par rapport à 2017, à taux de fiscalité identique répartis comme suit :

- **5 456 583 €** au titre de la cotisation économique territoriale (CET), partagés entre 2 parts :
 - a. Part 1 : la CFE pour 2 758 396 € (2 729 148 € perçus en 2017),
 - b. Part 2 : la CVAE pour 2 698 187 € (2 627 549 € perçus en 2017).
- **1 954 503 €** (+ 1,24 %) au titre de la TH correspondant à la revalorisation des bases d'imposition.
- **60 000 €** au titre des allocations compensatrices,
- **7 298 €** (+ 1,24 %) au titre de la taxe sur le foncier non bâti.
- **547 307 €** (+ 0 %) issus de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER).

En effet, une révision de son assiette est mise en œuvre par l'article 49 de la loi de finances rectificative de décembre 2017 :

- Afin de tenir compte de l'érosion progressive du nombre de lignes cuivre en service due au déploiement de nouveaux réseaux plus performants (en fibre optique jusqu'à l'abonné et en câble coaxial) permettant l'accès au Très Haut Débit (fixe).
- Pour être en conformité avec le droit européen. L'absence d'imposition sur les technologies alternatives au cuivre peut être assimilée à une aide d'État au sens du droit de la concurrence de l'Union Européenne. Une plainte a déjà été déposée en ce sens auprès de la Commission européenne.
- **201 049 € (+ 0 %)** de taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM).

○ **Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR)**

Le montant est figé à celui de 2017 soit **503 672 €**.

○ **Dotations d'Etat : la réduction se poursuit**

Comme évoqué dans l'exposé sur les perspectives nationales, il est demandé un effort de 13 milliards d'euros sur les collectivités.

Au niveau local, l'impact pour la 3 CM est le suivant :

○ **Dotation d'intercommunalité**

ANNEE	DOTATION INTERCOMMUNALITE	CONTRIBUTION AU REDRESSEMENT DES FINANCES PUBLIQUES	MONTANT PERCU	BAISSE EN %
2014	614 821 €	- 79 496 €	535 325 €	
2015	545 524 €	- 191 227 €	354 297 €	- 33,81 %
2016	353 848 €	- 189 563 €	164 285 €	- 53,63 %
2017	158 988 €	- 95 776 €	63 212 €	- 61,52 %
2018 (*)	69 666 €	0	69 666 €	+ 10,21 %

(*) Estimation : Les données réelles seront connus 2^{ème} quinzaine de mars 2018

A noter que la hausse estimée de la dotation de l'intercommunalité est due principalement à l'augmentation de la population d'environ 263 habitants.

○ **Dotation de compensation**

ANNEE	MONTANT PERCU
2014	1 365 943 €
2015	1 336 132 €
2016	1 310 277 €
2017	1 273 868 €
2018 (*)	1 238 471 €

(*) Estimation loi de finances initiale constante

Au final, les recettes issues de la fiscalité, les dotations d'Etat et compensations fiscales permettront, en 2018, de maintenir les ressources sensiblement au même niveau que 2017.

En milliers d'euros	2014	2015	2016	2017	2018 Prévision	Evolution 2017 -2018 en %
Recettes fiscales	7 495 615 €	7 767 925 €	7 915 882 €	8 058 420 €	8 166 800 €	1,34%
Dotation de compensation	1 365 943 €	1 336 132 €	1 310 277 €	1 273 868 €	1 238 471 €	-2,78%
FNGIR	-503 672 €	-503 672 €	-503 672 €	-503 672 €	-503 672 €	
FPIC	-127 906 €	-183 332 €	-284 343 €	-356 447 €	-370 247 €	3,87%
SOUS TOTAL FISCALITE	8 229 980 €	8 417 053 €	8 438 144 €	8 472 169 €	8 531 352 €	0,70%
Compensation des exonérations	66 304 €	74 407 €	56 418 €	81 213 €	60 000 €	-26,12%
Dotation d'intercommunalité	535 325 €	354 297 €	164 285 €	63 212 €	69 666 €	10,21%
SOUS TOTAL DOTATIONS ET COMPENSATIONS	601 629 €	428 704 €	220 703 €	144 425 €	129 666 €	-10,22%
TOTAL RECETTES FISCALES, DOTATIONS ET COMPENSATIONS	8 831 609 €	8 845 757 €	8 658 847 €	8 616 594 €	8 661 018 €	0,52%
TEOM	1 322 950 €	1 376 015 €	1 621 540 €	1 639 961 €	1 664 947 €	1,52%
Total général	10 154 559 €	10 221 772 €	10 280 387 €	10 256 555 €	10 325 965 €	0,68%

C. Décisions en matière de taux

L'évolution des taux sera proposée lors du vote du budget. Sont recensées ci-après les principales taxes perçues par la 3 CM :

- La taxe d'habitation à 6,22 %,
- La taxe foncière sur les propriétés non bâties à 1,93 %,
- La CFE à 19,85 %,
- La TEOM à 7,50 %.

Il convient de rappeler que le PPI prévoit l'instauration par l'EPCI :

- D'un taux de 0,36 % sur le foncier bâti,
- De la taxe GEMAPI dont le taux devra être débattu et voté en 2018 pour une entrée en vigueur en 2019.

En revanche, il sera proposé de faire une pause sur la hausse du taux de la TEOM au vu de la baisse historique constatée sur les volumes des ordures ménagères collectés sur l'exercice 2017.

D. Les dépenses de fonctionnement pour 2017

○ Les charges à caractère général

Il s'agit des dépenses classiques de fonctionnement. Il est proposé une hausse de 7,217 % telle que présentée ci-dessous.

Fonction	Libellé	Pour mémoire 2017	Prévisionnel 2018	Observations
020	Administration générale	280 000 €	280 000 €	
023	Communication	100 000 €	100 000 €	
110	CISPD - Politique de la ville	114 300 €	116 200 €	
113	Pompiers	25 800 €	25 800 €	
22	Enseignement 2ème degré	23 550 €	23 550 €	
411	Salles de sport gymnases	235 900 €	255 300 €	La hausse s'explique par l'absence d'un gardien qui donne lieu à une prestation de service
414	MJC	19 340 €	20 340 €	La hausse s'explique par une planification plus grande du chauffage 30mn/jour + une programmation yoga le dimanche
812	Collecte des OM	942 535 €	989 600 €	La hausse s'explique par l'augmentation du coût à la tonne et de l'habitant d'Organom d'une part et par une prestation de service de nettoyage des locaux CTC
813	Tri sélectif	296 100 €	318 250 €	Coût de traitement plus élevé au motif des volumes collectés. A noter que cette hausse génère à contrario une hausse des recettes au titre de la valorisation
815	Transport	22 000 €	75 000 €	Hausse liée à l'AMO TAD (30000 €) + VAE (15000 €) 5 vélos + flocage abri + maintenance système d'exploitation abri vélos
816	Déchèterie	389 050 €	332 850 €	
820	Gare	30 200 €	30 200 €	
822	Voirie	243 880 €	153 300 €	
824	Gens du voyage	85 000 €	85 000 €	

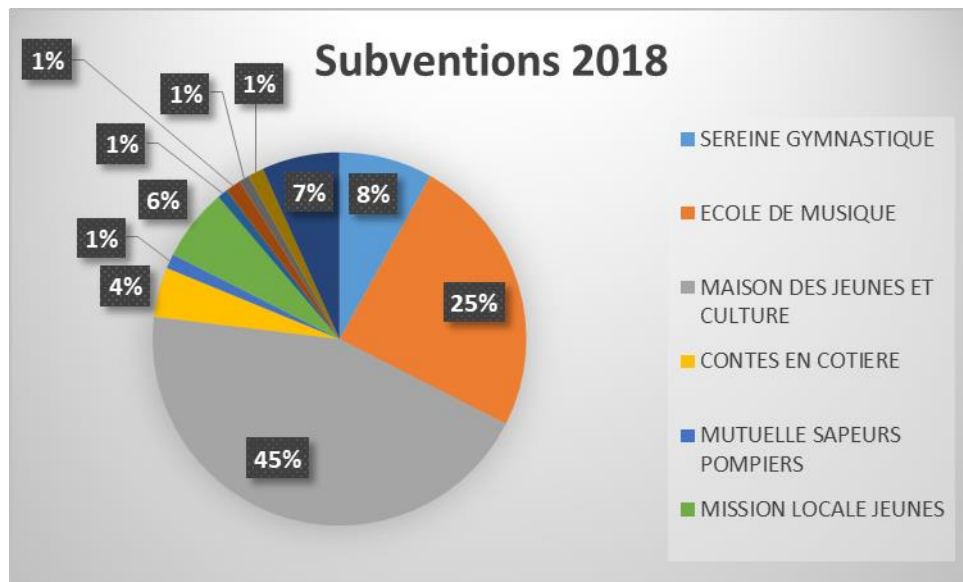
Fonction	Libellé	Pour mémoire 2017	Prévisionnel 2018	Observations
823	Espaces verts		69 600 €	Il s'agit d'une nouvelle fonction liée à la nouvelle organisation de la 3CM au motif du scindement de la voirie et des espaces verts
831	Aménagement eau	30 700 €	51 900 €	La hausse est due au rattrapage des curages (bassins d'orage 3000 €) + puits perdus (12000 €) + bassins de rétention (15000 €)
833	Préservation du milieu naturel	118 980 €	139 450 €	La hausse est motivée par les curages (pièges à gravier, busage, cours d'eau, reprise tampon) et à l'entretien courant annuel des rivières (intervention de remise en état végétation sur digues + imprévus selon météo)
			30 000 €	PCAET
95	Office de tourisme	112 920 €	120 000 €	Cette fonction est sortie du budget général mais donnera lieu à une subvention vers le budget annexe de l'office de tourisme
90	Développement économique		100 000 €	Nouvelle fonction qui intègre les opérations de coworking, de pépinière et autres actions économiques qui étaient portées par le budget annexe ZI
TOTAL		3 070 255 €	3 316 340 €	

○ Les subventions

Il est proposé de reconduire au mieux une enveloppe identique depuis 2014 soit 235 000 € et ce, malgré l'inscription d'une subvention supplémentaire dédiée à l'association ZAC en scène.

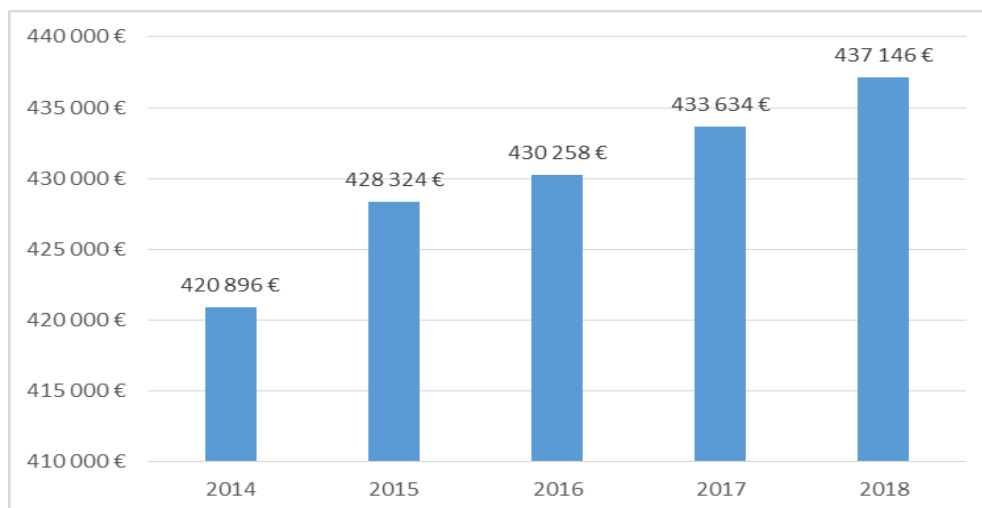
ORGANISMES	2017	PROJET 2018
SEREINE GYMNASTIQUE	18 000,00 €	18 000,00 €
ECOLE DE MUSIQUE	54 380,00 €	54 380,00 €
MAISON DES JEUNES ET CULTURE	98 775,00 €	98 775,00 €
CONTES EN COTIERE	10 800,00 €	9 600,00 €
MUTUELLE SAPEURS POMPIERS	2 800,00 €	2 800,00 €
MISSION LOCALE JEUNES	14 000,00 €	14 000,00 €
ART ET HISTOIRE (Musée/Montluel)	2 000,00 €	2 000,00 €
EIME	3 000,00 €	3 000,00 € dont 1000 € en investissement

ORGANISMES	2017	PROJET 2018
COTIERE AVENIR	2 000,00 €	2 000,00 €
COS	3 000,00 €	3 000,00 €
ZAC EN SCENE	15 000,00 €	15 000,00 €
S/TOTAL	223 755,00 €	222 555,00 €
RESTE A VALOIR	11 245,00 €	12 445,00 €
TOTAL	235 000,00 €	235 000,00 €



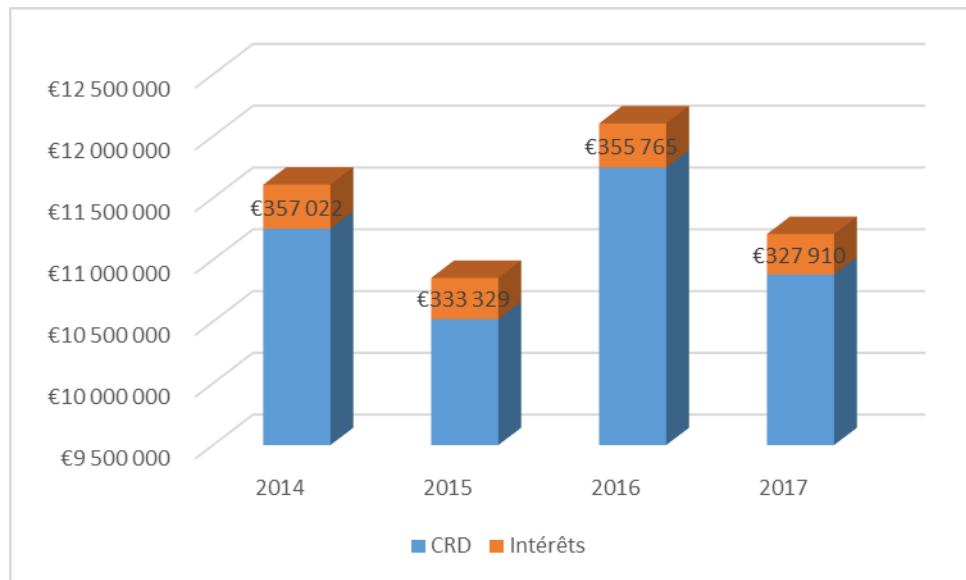
○ Les contingents

La compétence incendie et plus particulièrement la prise en charge du contingent et de l'allocation vétéranisme hors vacations et subventions aux amicales des sapeurs-pompiers évoluent de la manière suivante :



- **L'endettement de la collectivité**

En dehors de toute nouvelle souscription d'emprunt, la structure de la dette évoluerait de la façon suivante :



Le capital restant dû pour 2018 est de 10 006 474 €.

L'annuité 2018 s'élève à 882 559 € au titre du capital et de 300 431 € au titre des intérêts, soit **1 182 990 €**.

Le taux moyen pondéré est de 3,002 % et la durée d'extinction de la dette représente 11 années et 7 mois.

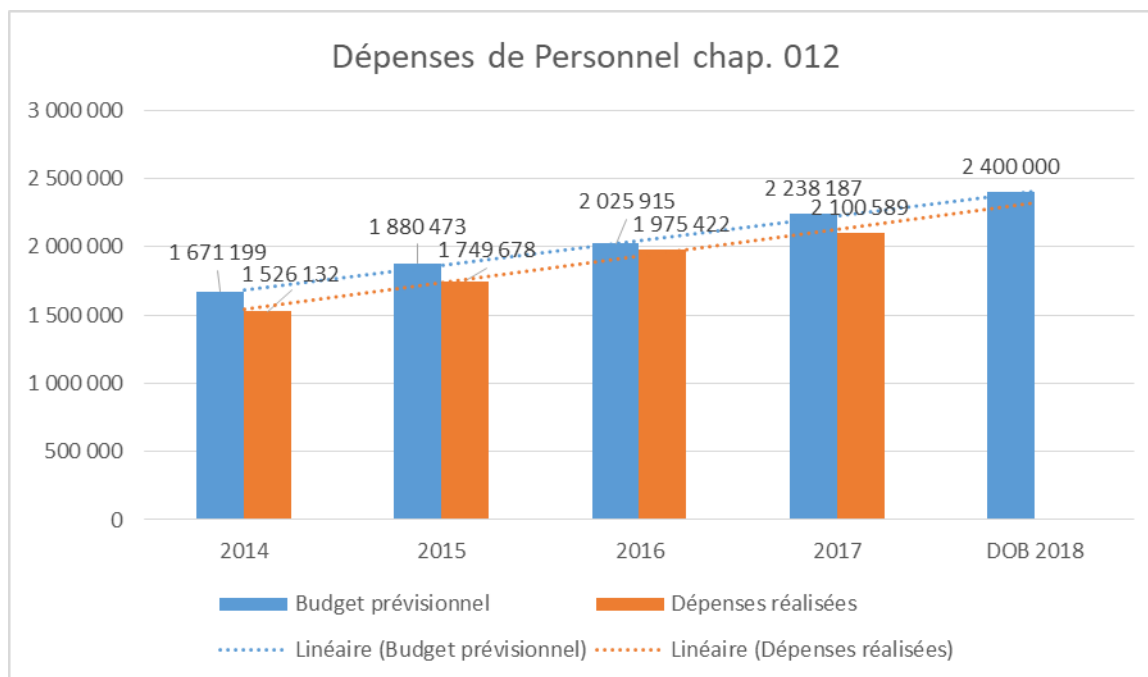
Toutefois, et au regard de la prospective des projets, la 3CM pourrait avoir à recourir à l'emprunt.

E. Les dépenses de personnel

1) *Evolution des dépenses de personnel*

a) Evolution des dépenses depuis 2014 et prospective 2018

Cf graphique ci-après



La période 2017-2018, les dépenses de personnel augmentent et s'expliquent par :

- La répercussion des recrutements 2017 en année pleine,
- L'augmentation des charges sur les emplois CAE,
- L'apprenti,
- L'emploi d'un assistant administratif pour le remplacement d'un agent en arrêt maladie,
- Les nouveaux postes (chef de pôle finances, chef de pôle juridique, chargé de mission transport/PCAET, assistant administratif pour la pépinière).

A noter, que cette évolution n'intègre pas la compétence commerce, d'une part, et que pour le PCAET / transport, la quotité d'emploi est répartie à hauteur de 50 % / 50%, d'autre part.

Quant à l'assistant administratif pour la pépinière et le juriste, ce sont des postes identifiés dans le PPI.

b) Traitement indiciaire et régime indemnitaire

LIBELLE	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
REMUNERATION PRINCIPALE Titulaires	712 569,06	755 299,42	835 896,06	907 879,36
AUTRES INDEMNITES Titulaires	100 567,08	110 766,61	100 647,41	83 950,67
REMUNERATIONS NON TITULAIRES	133 525,55	245 930,55	330 496,47	331 452,18
Autres emplois d'insertion		4 546,65	10 806,36	21 466,86
Apprentissage				2 225,36
AUTRES INDEMNITES Non titulaires				
TOTAL	946 661,69	1 116 543,23	1 277 846,30	1 346 974,43

c) NBI (nouvelle bonification indiciaire)

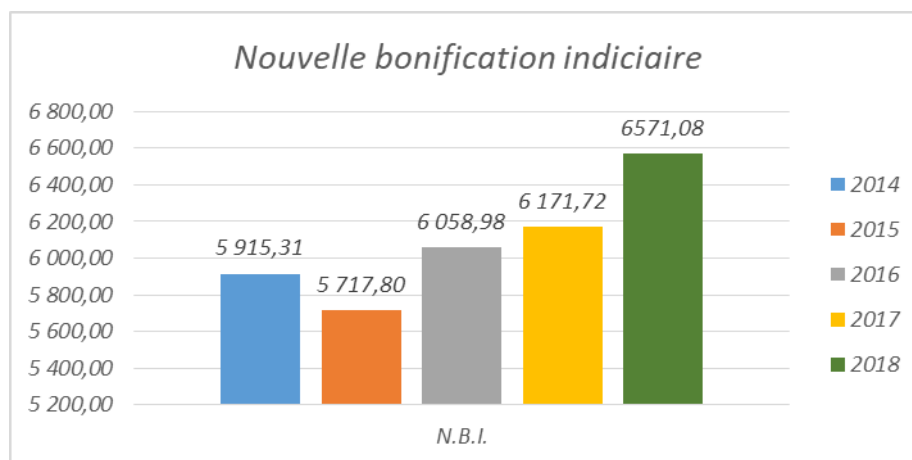
L'attribution de la NBI s'applique aux agents stagiaires et titulaires, exerçant des missions d'encadrement ou d'activités liées à l'accueil du public.

Cette indemnité concerne :

- En 2014 : 8 agents
- En 2015 : 7 agents
- En 2016 : 8 agents
- En 2017 : 8 agents
- En 2018 : 8 agents

L'évolution de cette NBI est estimée de 2017 à 2018 à 6,47 %.

Cette évolution s'explique suite à une estimation annuelle pour un bénéficiaire de la NBI recruté en cours d'année 2017.



d) Les heures supplémentaires ou complémentaires rémunérées

Pôle	2014 (en nombre)	2015 (en nombre)	2016 (en nombre)	2017 (en nombre)
– Administratif	40,00	351,74	586,47	105,46
– Eau-Ass-Environ.			40,00	42,66
– Déchets			3,15	11,50
– Infrastructures	148,28	343,10	223,89	417,75
Total	188,28	694,84	853,51	576,87

Evolutions :

- Entre 2014 et 2015 + 269,05 %,
- Entre 2015 et 2016 + 22,83 %,
- Entre 2017 et 2018 – 32,42 %.

Une baisse est constatée sur l'exercice 2017 au motif qu'un poste d'agent administratif à temps non complet a été modifié en poste à temps complet. Pour autant, ce personnel exerce à temps partiel à hauteur de 90 %.

e) Les astreintes rémunérées

Pôle	2014 (en nombre)	2015 (en nombre)	2016 (en nombre)	2017 (en nombre)
– Administratif				
– Eau-Ass-Environ.	51	53	48	59
– Déchets	46	43	52	52
– Infrastructures	56	51	65	66
Total	153	147	165	177

Evolutions :

- Entre 2014 et 2015 - 3,92 %,
- Entre 2015 et 2016 + 12,24 %
- Entre 2016 et 2017 + 7,28 %

Résultats de toutes astreintes confondues : samedi, week-end et semaine. L'évolution entre 2014 et 2017 est de + 15,69 %.

2) La structure des effectifs

a) L'évolution des emplois permanents depuis 2014

	Effectifs pourvus			
	A	B	C	TOTAL
Au 31/12/2014	3	6	30	39
Au 31/12/2015	5	8	31	44
Au 31/12/2016	6	7	30	43
Au 31/12/2017	7	8	31	46
Evolution de 2014 à 2015	+ 66,70 %	+ 16,66 %	+ 3,34 %	+ 12,82 %
Evolution de 2015 à 2016	+ 20,00 %	- 12,50 %	- 3,22 %	- 2,27%
Evolution de 2016 à 2017	+ 16,67 %	+ 14,28 %	+ 3,33 %	+ 6,97 %

b) Prospective 2018

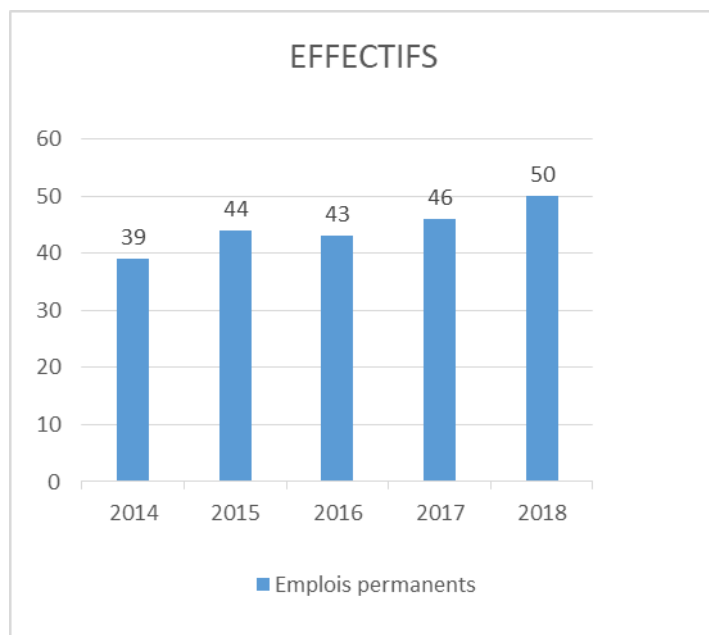
Catégorie A :

- Chef de pôle finances (TP)
- Chef de pôle juridique (TP)
- Chargé de mission Transport / PCAET (TP)

Catégorie C :

- Assistant administratif pépinière (cat C-50 %)

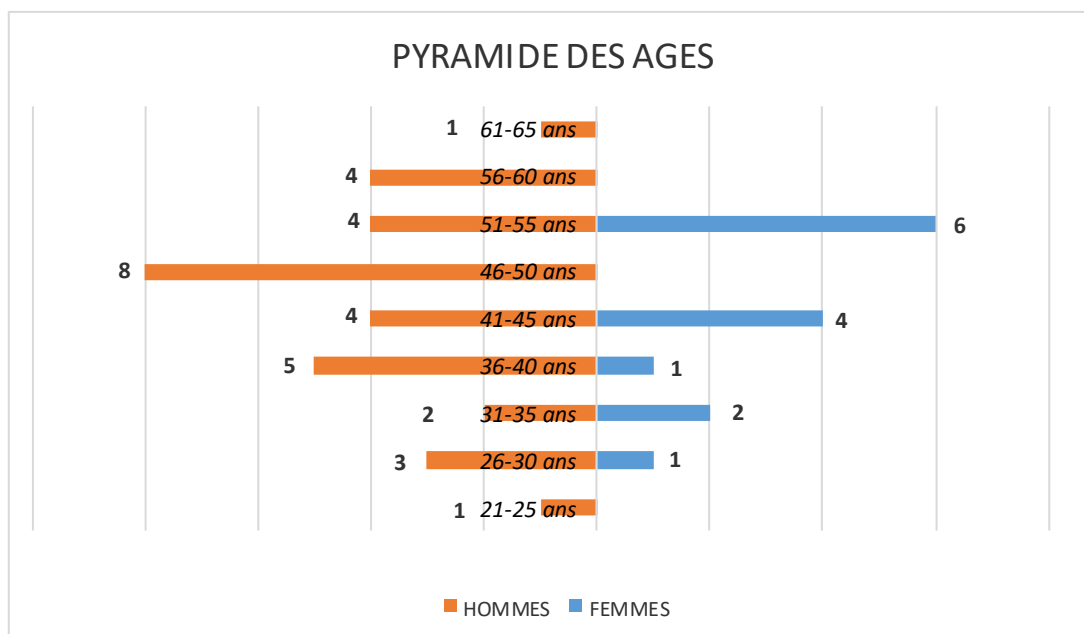
Total : 5 postes



c) Le nombre d'arrivées et de départs sur postes permanents

		ARRIVEES		DEPARTS	
		Nombre	Mouvement	Nombre	Mouvement
2014	Titulaires	1	Eau/Ass/Env–Chef de pôle	-1	Infrastructures–Chef de pôle
		1	Infrastructures–Chef de pôle	-1	Infrastructures–Agent
	Non titulaires	1	Infrastructures–Agent espaces verts		
		1	Direction générale–Assistante de direction		
2015	Titulaires	1	Urbanisme–Chef de pôle	-1	Déchets–Agent
		1	Infrastructures–Agent espaces verts		
	Non titulaires	1	Politique de la ville–Chef de pôle		
		1	Eau/Ass/Env–Responsable exploitation		
2016	Titulaires	1	Déchets–Chef de pôle		
		1	Eau/Ass/Env–Agent STEP	-1	Infrastructures–Agent
		1	Ressources humaines–Chef de pôle	-1	Infrastructures–Agent espaces verts
				-1	Infrastructures – Agent espaces verts
	Non titulaires	1	Infrastructures – Agent espaces verts	-1	Déchets–Agent déchèterie
2017	Titulaires	1	Infrastructures – Agent espaces verts		
		1	Déchets–Agent de déchèterie	-1	Déchets– Agent de déchèterie
		1	Eau/Ass/Env–Agent réseau eau	-1	Déchets–Ambassadeur du tri
		1	Eau/Ass/Env–4 ^{ème} agent STEP		
		1	Infrastructures–Responsable espaces verts		
	Non titulaires	1	Infrastructures–Chargé de l’aire d’accueil des GDV		
		1	Infrastructures–Chef de pôle	-1	Infrastructures–Chef de pôle
		1	Eau–Ass–Env.–Chargé de mission eau	-1	Eau–Ass–Env.–Chargé de mission eau
		1	Développeur économique	-1	Infrastructures–Chargé de l’aire d’accueil des GDV
		1	Politique de la ville–Médiateur social		
	1	Direction générale–Agent d’accueil CAE			
Prospective 2018	Titulaires	1	Assistant administratif pépinière (50 %)		
	Non titulaires	1	Chef de pôle finances (TP)		
		1	Chef de pôle juridique (TP)		
		1	Chargé de mission Transport / PCAET (TP)		
Total		26		-12	

d) Pyramide des âges 2017



e) Le temps de travail

Les services de la collectivité fonctionnent sur la base de :

- 35 heures par semaine,
- 38,75 heures par semaine avec attribution de jours de compensation.

Les cycles de travail sont adaptés aux besoins des services notamment en termes d'accueil des usagers.

3) *Egalité entre les femmes et les hommes*

Depuis le 1er janvier 2016 et conformément à la Loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, les conseils des communautés de communes de plus de 20 000 habitants doivent examiner, préalablement aux débats sur le projet du budget, un rapport sur « la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes », précise un décret publié au JO du 28 juin 2015.

a) Etat des lieux de la parité fin 2017

- **Répartition des effectifs (fonctionnaires et non titulaires sur emplois permanents) par catégorie hiérarchique :**

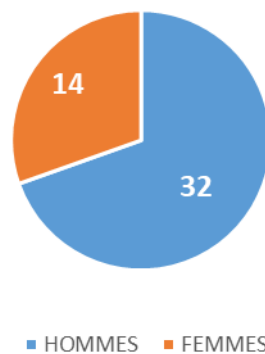
SEXES	CATEGORIE			TOTAL
	A	B	C	
HOMMES	4	3	25	32
FEMMES	3	5	6	14
Total	7	8	31	46

Au 31 décembre 2017, la collectivité employait 14 femmes et 32 hommes (fonctionnaires et non titulaires sur emploi permanents).

La répartition hommes/femmes est assez similaire, à l'exception de la catégorie C.

Il y a plus d'hommes puisqu'on retrouve dans la filière technique 30 hommes exerçant des missions dans le domaine des déchets, de l'assainissement et des infrastructures.

Répartition des effectifs sur emploi permanent par genre



- Répartition par genre selon la filière :

	FEMMES		HOMMES		TOTAL	
FILIERE	En nombre	En %	En nombre	En %	En nombre	En %
Administrative	8	17,39 %	1	2,17 %	9	19,56 %
Culturelle	2	4,35 %			2	4,35 %
Sociale			1	2,17 %	1	2,17 %
Technique	4	8,70 %	30	65,22 %	34	73,92 %
TOTAL	14	30,44 %	32	69,56 %	46	100,00 %

Les cadres d'emplois les plus féminisés

Adjointes administratifs	28,56 %
Rédacteurs	14,29 %
Attachés territoriaux	14,29 %
Assistants d'enseignement artistique	14,29 %
Adjointes techniques	14,29 %
Techniciens	7,14 %
Ingénieurs	7,14 %
	100,00 %

Les cadres d'emplois les plus masculinisés

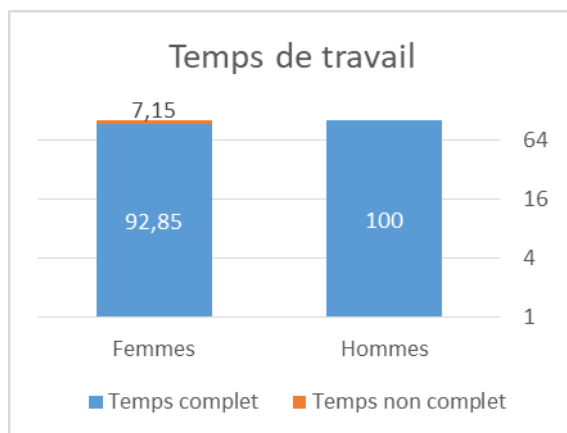
Adjointes techniques	75,00 %
Agent de maîtrise	3,13 %
Techniciens	6,25 %
Ingénieurs	9,36 %
Attachés	3,13 %
Moniteur éducateur	3,13 %
	100,00 %

Age moyen des agents sur emploi permanent (Fonctionnaires et non titulaires sur emplois permanents)

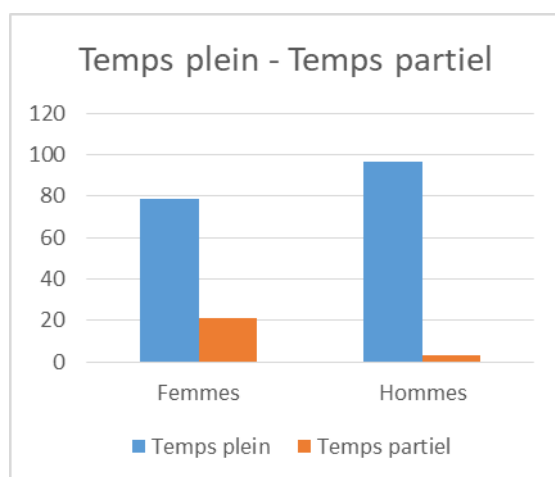
GENRE	Fonctionnaire	Contractuel Sur emploi permanent	Ensemble des agents Sur emploi permanent
Femmes	45	36,50	43,79
Hommes	47,46	36	44,59
Ensemble	46,64	36,10	44,35

- **Temps de travail :**

Répartition des emplois à temps complet ou non complet
(Agents sur emploi permanent)



Répartition des emplois à temps plein ou temps partiel
(Agents sur emploi permanent)



- **Recrutement 2017 :**

- Développeur économique
- Chargé de mission eau potable
- Responsable espaces verts
- 4^{ème} agent d'assainissement électromécanicien
- Agent réseaux eaux usées
- Apprenti GEMEAU (GEstion Maîtrise de l'EAU)
- Agent accueil et administratif (CAE)
- Médiateur social et de prévention

- **Coût salarial** (rémunération + charges) :
 - Coût employeur : 110 502,44 €

b) Actions menées par la 3CM en faveur de l'égalité femmes-hommes

Les indicateurs montrent que la 3CM a une répartition femmes-hommes équilibrée (14 femmes / 32 hommes) qui ne semble pas justifier d'action spécifique au motif des compétences exercées par l'EPCI : assainissement, déchets, rivières, métiers plutôt masculinisés.

4) Les orientations pour 2018

Le budget 2018 proposé pour la masse salariale se situe en augmentation de 7,23 % par rapport à 2017.

Cette augmentation fait suite à :

- La répercussion des recrutements 2017 en année pleine,
- Les nouveaux postes budgétés (assistant administratif pour la pépinière, chef de pôle finances, chef de pôle juridique, chargé de mission transport et PCAET),
- Le remplacement d'un agent en arrêt maladie,
- La prise en charge des dépenses liées aux mesures nationales (hausse de la CSG),

A noter, l'instauration à nouveau du jour de carence.

Une vigilance devra être observée afin de conserver des marges de manœuvre permettant :

- D'effectuer les recrutements nécessaires au fonctionnement des services et répondre aux enjeux de modernisation et de qualité du service public pour les nouvelles compétences à venir.
- De répondre à des besoins spécifiques tout en assurant la continuité de service (pics d'activité, absences).

Par ailleurs, l'amélioration des conditions de travail sera poursuivie dans un souci de bien-être au travail et de prévention des accidents.

5) Les actions sociales

a) Prévoyance contrat labellisé

En 2017, 25 agents ont souscrit une garantie maintien de salaire. Ces adhésions ont généré une participation financière de la collectivité à hauteur de 3 010,00 €.

6) Autres actions menées au cours de l'exercice 2017

- La mise en place du télétravail le 9 décembre 2017. A ce jour, 2 agents sont plus particulièrement concernés et télétravaillent à rythme régulier un jour par semaine.

- Le document unique. Projet porté par l'animateur prévention, mené de 2016 à 2017 en impliquant le personnel de la 3CM. Le document unique a été validé par le Comité Technique du Centre de Gestion, fin 2017 et par délibération du conseil communautaire le 7 décembre 2017.
- L'application d'un règlement relatif aux modalités d'attribution des tickets restaurant.
- La réorganisation des astreintes tenant compte de l'évolution des missions et de la mutualisation des services.
- Les modalités de prise en charge des frais de déplacement du personnel.
- La mise en œuvre du RIFSEEP pour les cadres d'emplois des adjoints techniques et des agents de maîtrise au 1^{er} janvier 2018.
A noter que pour finaliser la mise en œuvre du RIFSEEP, les collectivités sont toujours en attente du décret d'application relatif au cadre d'emplois des ingénieurs.

F. Les dépenses d'investissement pour 2018

Dans la continuité du projet de territoire de la 3CM dont il faut rappeler les 3 objectifs :

- Contribuer au développement de l'attractivité et de la dynamique du territoire,
- Garantir le bien vivre à nos populations en apportant des services de qualité,
- Anticiper l'évolution des usages et soutenir l'investissement utile.

Les orientations proposées pour le budget 2018 doivent donner un signal fort sur deux domaines : le développement économique et la mobilité.

1) Les projets

a) L'ENVIRONNEMENT, RIVIERES ET TORRENTS

Les problématiques environnementales sont importantes sur notre territoire et accentuées par la loi GEMAPI, Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations dont la compétence nous est dévolue depuis le 1^{er} janvier 2018.

o GEMAPI

Depuis quelques mois, nous sommes accompagnés par le groupement SEPIA Conseils, Paillat, Conti & Bory, avocats associés et Profils IDE pour étudier les scénarios de mise en œuvre de la compétence GEMAPI sur les bassins versants de la Serein et du Cottey.

La traduction législative et les modalités annoncées de financement de l'agence de l'eau nous ont conduits à imaginer la création, au 1^{er} juin 2018, d'un syndicat de rivière en associant les trois autres EPCI ayant une partie de leur territoire dans le bassin versant de la Serein et du Cottey : la Communauté de Communes de Miribel et du Plateau, la

Communauté de Communes de la Dombes et la Communauté de Communes de la Plaine de l'Ain.

Ce syndicat devra être labellisé EPAGE. Les modalités de gouvernance et de répartition des charges et produits (dont la taxe GEMAPI) de ce syndicat devront être arrêtées pour fin mars. Le périmètre délimité correspond aux communes traversées par l'un ou l'autre des cours d'eau ou des torrents et ruisseaux associés, les lônes du Rhône incluses.

Le canal de Miribel, dont la Sereine et le Cottey sont des affluents, est hors périmètre et doit à son tour, faire l'objet d'une étude pour définir les modalités de gouvernance. Cette étude est portée par le SYMALIM. Le contrat de restauration du canal reste d'actualité et devrait être intégré aux actions portées par le futur gestionnaire.

Pour rappel, ce contrat est d'un montant global en tranche ferme 2015-2021 de 17,9 M€ dont 926 K€ concernant la 3CM financés à 83% par l'Agence de l'Eau pour des travaux de réhabilitation de berges et de reconstitution écologique sur Niévroz.

En 2017 nous avons également engagé les études hydrauliques sur la Sereine, le Cottey et leurs affluents, compléments indispensables au réel dimensionnement des ouvrages de protection contre les crues et des projets de restauration écologique issus de l'étude bassin versant Sereine et Cottey réalisée en 2014-2016.

○ **Zéro phyto**

Pour 2018, le programme Zéro phyto est engagé sur le territoire par une majorité de communes.

○ **Les actions NATURA 2000 (DOCOB n° FR 8201638)**

Fin 2017, la 3CM a été renouvelée structure animatrice du site Natura 2000 « Milieux alluviaux et aquatiques du fleuve Rhône, de Jons à Anthon » pour une nouvelle période de trois ans.

En 2018, l'étude préalable à la restauration des lônes du Rhône réalisée par CNR Ingénierie se termine et les phases préparatoires aux premiers travaux devraient être engagées.

Des actions d'entretien et d'information sur la sensibilité des milieux seront réalisées, notamment sur les pelouses sèches.

○ **Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET)**

Nouvelle obligation de l'Etat auprès des EPCI de plus de 20000 habitants, le PCAET consiste à réaliser un plan d'action sur 6 ans afin de :

- Réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES),
- Renforcer le stockage de carbone sur le territoire, notamment dans la végétation, les sols et les bâtiments,
- Maîtriser la consommation énergétique avec une baisse de 50% en 2050,
- Produire et consommer des énergies renouvelables, valoriser des potentiels d'énergie de récupération et de stockage,
- Livraison d'énergie renouvelable et de récupération par les réseaux de chaleur,

- Productions bio-sourcées à usages autres qu'alimentaires,
- Réduction des émissions de polluants atmosphériques et de leur concentration,
- Evolution coordonnée des réseaux énergétiques,
- Adaptation au changement climatique.

La réalisation de ce plan passe par une phase de diagnostic dont les rendus étaient attendus en ce début d'année puis par une phase objectifs et actions avec des indicateurs.

Le préfet départemental pilote et coordonne ces PCAET avec un premier contrôle d'avancement à l'horizon de 2020.

Pour avancer, un contact a été pris avec ALEC01 pour nous accompagner. En matière de ressource, cela signifie également de libérer ou ajouter 1/2 ETP d'un agent compétent pour suivre et élaborer ce plan. Un rapprochement avec la CCMP pour un PCAET commun est à l'étude.

b) LA VOIRIE

o Rond-Point CARRIER :

Le projet consiste en la création d'un giratoire au croisement limitrophe Montluel /La Boisse sur la RD 1084. Ce carrefour dessert à la fois une zone économique et commerciale (Carrier/Intermarché) forte en trafic PL et une circulation urbaine dense.

Le désenclavement du site Carrier est un des enjeux de ce giratoire.

L'entreprise est prête à aménager une voirie de contournement de son site laboratoire pour différencier les flux entrants et sortants.

Le rond-point apporterait, outre la sécurisation des usagers, la fonction de retournement des poids lourds. Ce projet doit associer les communes de Montluel et de La BOISSE car il nécessite une réflexion sur les réseaux hydrauliques de ces communes tout en créant leur entrée de ville.

Sa réalisation a donc été reportée sur 2019 avec comme pré requis minimum de réaliser des études pour la réfection du réseau assainissement et pour la création d'un réseau d'eaux pluviales sous le faubourg de Lyon. Ces deux études sont programmées en 2018.

o Tourne à Gauche RD61 :

Cette opération concerne la sécurisation de l'embranchement de la RD61 vers la station d'épuration des Iles à Niévroz.

Le montant estimé de ces travaux, maîtrise d'œuvre incluse, est de **266 K€**, hors travaux réalisés par la commune de Niévroz. Le récent épisode d'inondation vécu sur le territoire impose une réfection de la voirie qui, de fait, majorera ce budget initial.

La consultation a été lancée pour une mise en chantier en juin 2018.

o L'avenue des prés seigneurs. :

Ce programme consiste à restructurer cette avenue depuis le rond-point en sortie du péage (5.1) de La Boisse jusqu'au rond-point des princes (face à Leader Price).

En 2018, sera réalisée la 2^{ème} phase de travaux consistant en la création d'un giratoire vers VPI et la refonte de la voirie et modes doux entre le site d'ABB et le site DESAUTEL.

Toutes les acquisitions foncières nécessaires auprès de VPI et de GIVI ont été conclues en 2017. Les travaux démarreront en avril. Le montant estimé est de 2 288 312 €.

Le cheminement cycliste jusqu'à la ZAC Cap & Co sera également réalisé, empruntant une bande de terrain sur le tènement VPI.

La troisième et dernière phase doit se dérouler en 2019 pour relier ce nouveau giratoire au rond-point des Princes.

c) LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

o Zones d'activité

L'évolution de notre offre territoriale en matière de solutions pour les acteurs économiques a été l'un des piliers du travail accompli depuis 2014. En 2018, ce projet est abouti.

Les objectifs poursuivis étaient :

- ✓ de disposer de plusieurs typologies de zones d'activité :
 - *Soit du terrain à bâtir libre de droits commercialisés par la 3CM sur des surfaces de moyenne capacité (2000 à 20000 m²) : la zone des Viaducs,*
 - *Soit des solutions bâties à louer ou acheter avec un environnement de services dédiés, avec un accent sur le volet tertiaire : la zone CAP et CO (ex ZAC des prés seigneurs 2),*
 - *Soit des parcs d'activités sur des emprises plus importantes avec des activités logistiques à valeur ajoutée et une mixité de fonctions (tertiaire, activité, logistique) : la zone des Goucheronnes.*
- ✓ De permettre aux jeunes entreprises de trouver un terroir pour effectuer leur parcours professionnel sur notre territoire :
 - *Création d'un espace de coworking qui a ouvert ses portes début 2017,*
 - *Création d'une pépinière d'entreprises sur Cap & Co dont l'ouverture est prévue en novembre 2018,*
 - *Réserve foncière de 3Ha sur la zone des Goucheronnes,*
 - *Mise en place de partenariats avec les opérateurs d'aide à la création d'entreprises.*
- ✓ De générer des ressources financières en déstockant le foncier acquis depuis plusieurs années : *Concession d'aménagement signée en 2017 pour la ZAC des Goucheronnes avec D2P et PITCH Promotion, vente du foncier à l'avancement au promoteur FONTANEL sur CAP et CO, mise en commercialisation des terrains parcellisés de la ZAC des Viaducs.*

Par la suite, l'extension de la zone des 2B (Beligneux, Bressolles) et du parc des Cèdres bleus (Niévroz) ont été inscrits dans le nouveau SCOT validé début 2017 et feront l'objet d'un travail préparatoire avant la fin du mandat.

L'année 2017 a permis de concrétiser quelques belles ventes sur les Viaducs, notamment avec la société MURGIER pour une parcelle de 20 000m², et 4 autres lots pour un global d'environ 11 000 m².

Pour Cap & Co, la pépinière (1000 m² de locaux) sera livrée en septembre 2018 et le bâtiment de bureaux accueillant la 3CM (930 m² de locaux) en avril 2019. Le promoteur a également commercialisé deux lots bâtis clef en main mixte ateliers et bureaux sur les quatre en cours de construction.

En 2018, les études préalables pour la création de la ZAC des Goucheronnes devraient être prêtes en septembre, afin d'engager la phase DUP.

LES ESPACES SPORTIFS

○ Nouvel espace sportif zone Cap et Co

Fort du programme constitué par le cabinet Initial Consultant, le concours a été lancé avec une remise des offres pour fin mars 2018. Il s'agit d'un espace de 2000 m² dédié :

- aux activités gymniques du club de la Sereine et celles de boxe logées actuellement dans des bâtiments désuets ancienne route de Jons,
- aux activités dites Dojo du territoire dont certaines se déroulent dans le bâtiment France Télécom.

Le projet a évolué en 2017 et porte aujourd'hui sur un investissement global de 6600 K€, ouvert dans un programme pluriannuel d'investissement de 2017 à fin 2021.

○ Le lycée de la Côtière

Le conseil régional ARA a confirmé son intention d'ouvrir sur le site du lycée de la Côtière à La Boisse, trois sections de Bacs professionnels, soit 9 classes supplémentaires et 210 élèves.

La négociation engagée en 2017 entre la 3CM et la Région consiste à déplacer un des plateaux sportifs 3CM sur les hauteurs, vers l'ancienne maison Lapierre et implanter en lieu et place cette extension du lycée, avec des compensations financières à la clef.

Dans le cadre de ce projet, la 3CM et la CCMP s'étaient historiquement engagées à réaliser un agrandissement des parkings et une refonte des arrêts bus. Il est proposé un calage technique de ces travaux en 2018 et les consultations fin 2018 sachant que l'ouverture de ces 3 nouvelles sections est prévue pour la rentrée 2019/2020.

LA MOBILITE

La mobilité est l'enjeu majeur du projet de territoire. Il s'inscrit dans une réflexion d'usage pour :

- Relier les parcs industriels avec les deux gares,
- Permettre aux populations des bourgs éloignés de rejoindre les centres urbains,
- Garantir une bonne fréquence et la continuité de la desserte bus entre La Boisse et Béligneux,
- Favoriser la résolution du dernier kilomètre.

Les orientations décrites ci-après répondent à une partie de ces objectifs.

○ **Modes doux**

La solution vélos à assistance électrique (VAE) a été lancée en 2017 avec les principaux industriels. La construction d'un local à VAE sur le parking sud de la gare de Montluel permet dès maintenant une jonction vélo-train.

Des accords sont engagés avec SNCF Gare et Connexion pour équiper un nouveau local VAE dans le rez-de-chaussée du bâtiment de l'ancienne gare de La Valbonne.

Sera mis au débat 2018 comment démocratiser cette solution auprès des populations (soutien à l'investissement, LLD), comment s'en servir pour notre offre touristique, comment localiser de nouveaux points d'accès ...

Cela a conduit également à lancer une étude pour la réalisation d'un schéma directeur des modes doux en 2017 et projeter ainsi la construction sur plusieurs années d'un maillage du territoire, en association avec les communes. Le budget de cette étude est de 28 k€.

○ **Lignes Mini Bus programmées. Transport à la demande**

Le souhait est de conclure une étude sur le TAD en 2018 avec la programmation d'une phase expérimentale dès 2019 entre :

- Un rabattement d'un des villages éloignés vers la gare de Montluel,
- Un rabattement de la gare de La Valbonne vers les zones des 2B et de Balan.

Le calibrage final de cette solution TAD interviendra après cette expérimentation.

○ **Lignes régulières Bus**

Actuellement la desserte de Dagneux et Beligneux est assurée uniquement par la ligne 132, dont la fréquence est insuffisante pour garantir le déplacement de nos habitants.

Une discussion devra être engagée avec le Conseil Départemental pour le prolongement de la ligne 171 (transversalité La Boisse, Bégigneux).

D'autres pistes sont à l'étude notamment pour assurer une liaison Bus Montluel Saint Exupéry.

○ **Co voiturage**

Fort d'un accord de cofinancement avec APRR, les études et travaux d'un parking de covoiturage d'environ 80 places au pied de la zone des Goucheronnes sur Niévroz sont programmés pour 2018. Un local de vélos à assistance électrique (VAE) implanté sur ce parking est imaginé pour assurer le dernier kilomètre. Le coût de l'investissement est de 408 k€.

○ **Autres mesures de mobilité Politique de l'emploi**

Au travers de la charte de partenariat que l'aéroport de Saint Exupéry a signé avec ses cinq communautés de communes voisines de l'Ain (dont la 3CM) de l'Isère et du Rhône, la 3CM a participé à une opération de mise à disposition de véhicules de prêts pour favoriser l'accès à des travailleurs de notre territoire pour des postes à pourvoir dans le cadre de Sato-Emploi.

○ Lisibilité des zones d'activités

Sur le plan de la signalétique et du jalonnement des zones existantes, un groupe de travail de la commission a élaboré en 2016 une relecture des points sensibles afin de compléter les équipements existants.

De même, les ronds-points sont désormais nommés et leur signalétique est à faire afin de favoriser les accès aux transporteurs internationaux.

Fort de ces remaniements, une consultation sera lancée sur le remplacement des panneaux d'entrée de zones par des solutions plus numériques favorisant leur mise à jour.

LA GESTION DES DECHETS

Pour la première fois depuis 10 ans, le tonnage de déchets ménagers collectés de l'année est plus faible que l'année précédente passant de 4886 à 4665 tonnes soit une baisse de 220 tonnes.

Dans le même temps, le tonnage des produits recyclables (plateformes de tri) a augmenté de 78 tonnes.

Ce résultat est important mais cette inversion de tendance doit être confortée.

Tous les gestes accomplis en 2017 pour mettre en avant-scène le geste du tri ont forcément contribué à ces résultats :

- Guide pratique des déchets ménagers,
- Mise en place de panneaux « Je trie, j'agis » sur les aires de tri,
- Mise à la disposition des habitants de sacs de pré-collecte contre signature du document « Je m'engage pour le tri »,
- Dispositif de soutien à l'achat de composteur,
- Diverses opérations pédagogiques auprès des écoles,
- Dispositif « poubelle non triée, poubelle non ramassée »,
- Tri du verre en faveur de la ligue contre le cancer.

○ La déchèterie

Rappelons quelques éléments importants :

- Réduction des tonnages d'encombrants et de bois grâce à la mise en place d'une benne éco mobilier (prévue en 2017),
- Diminution importante du coût de traitement des déchets verts utilisés désormais à la STEP des Iles pour fabriquer du compost normé,
- Optimisation de la gestion et de l'exploitation du site avec le logiciel de contrôle d'accès qui permet, entre autres, des analyses statistiques, des mailings, de la facturation automatique,
- Suppression des déchets « hors territoire » et du coût de son traitement,
- Contrôle des poids des bennes de déchets en sortie de déchèterie, traités par nos prestataires et rapprochement des factures.

Pour 2018, il n'est pas envisagé de travaux particuliers sur la déchèterie.

○ La collecte

Une étude sur la tarification incitative sera engagée dès 2018 pour une conclusion en septembre.

Dans cette attente, est maintenu au PPI l'investissement de bacs pucés.

- **Le traitement**

Le coût du traitement des déchets à ORGANOM continue d'évoluer à la hausse.

La part fixe à l'habitant pour la 3CM est passée de 4 € en 2014 à 8.80 € pour 2018.

Dans le même temps, le prix facturé à la tonne a également franchi le cap des 9% de hausse depuis 2014.

Ces éléments sont de nature à conforter les études sur l'évolution technique et fiscale du budget déchets à prévoir sur les années à venir.

SOLIDARITE LOGEMENT et PREVENTION

- **Le CISPD**

En 2017, la mission et l'organisation du CISPD ont été intégralement reprises, afin de rendre plus efficient et plus fluide les actions et concertations engagées. Une définition des programmes 2018 doit être prochainement présentée en séance plénière.

Pour 2018, la 3CM propose également de compléter l'installation de vidéo protection à certains endroits clef complémentaires, et piloter une seconde phase d'équipements programmés par les communes.

Cet investissement pour la part 3CM est fixé à 100 K€.

- **Le contrat de ville**

Le contrat de ville a été signé le 9 octobre 2015 pour une durée de 5 ans.

La 3CM apporte son concours à son animation et s'appuie opérationnellement sur les services de la commune de Montluel.

Pour 2018, un vrai questionnement s'impose sur les actions à mener, notamment sur les objectifs poursuivis vis-à-vis de ce quartier prioritaire. Des discussions ont été engagées avec le bailleur DYNACITE pour envisager d'autres modes d'intervention liés notamment aux investissements réalisés.

- **Le péril**

Sept interventions sont été menées lors de l'exercice précédent. Les événements météorologiques de ce début d'exercice ont eu de lourdes conséquences sur des bâtis fragiles, notamment en cœur de ville à Montluel. Prudemment, une somme à valoir est prévue dans l'hypothèse où la 3CM aurait à se substituer dans l'un des dossiers traités, sachant que, par nature, la responsabilité du propriétaire est systématiquement engagée.

- **Le Plan Local de L'Habitat**

Conformément au projet de territoire, la phase diagnostic du PLH sera engagée dès 2018. Le choix du bureau d'études sera acté le 8 mars 2018.

Cette phase sera suivie d'une deuxième étape consistant à définir la stratégie à mener et certaines préconisations.

- **Le terrain de grand passage pour les gens du voyage**

Une décision prise collégalement par les maires en 2017 permet de répondre à nos obligations pour 2018, cette aire étant toujours mutualisée entre la 3CM et la CCMP.

Pour ce faire, il a été proposé de créer une aire provisoire qui sera installée par alternance sur une commune différente chaque année. En 2018, la commune de Balan a accepté d'accueillir cet équipement provisoire sur un terrain de 4ha. Les coûts estimés sont voisins des 100 K€ pris en charge à hauteur de 50% par la CCMP.

- **L'aire d'accueil de La Boisse**

La plénitude est revenue sur le site depuis sa réouverture en juin dernier. L'arrivée de la nouvelle régisseuse, Mme Chrystèle DE CRESCENZO contribue aussi à cette atmosphère positive qui règne avec les occupants.

EQUIPEMENTS PUBLICS

- **Les bureaux 3CM**

Un contrat d'acquisition en VEFA a été signé en 2016 avec le promoteur FONTANEL pour accueillir les services de la 3CM et son siège au 1^{er} mars 2019. Il s'agit de la construction de 900 m² de bureaux au sein d'un immeuble de 1800 m² appelé Quadrant 4 sur la zone Cap & Co.

L'exiguïté du site actuel au 3^{ème} et 4^{ème} étage de l'Hôtel de ville de Montluel, son manque de parking, le manque de visibilité et une accessibilité délicate n'est plus en adéquation avec le projet de la 3CM. Au cœur de l'activité économique et à proximité de la pépinière d'entreprises, ces nouveaux locaux représenteront un marqueur important pour le rayonnement du territoire et permettront d'en accroître son attractivité et son efficacité.

Pour 2018, sont inscrits dans le DOB, la part relevant des échéances d'avancement de ce projet soit 2 501 863 € TTC.

- **Le centre technique 3CM**

Les travaux sont en cours et s'achèveront d'ici l'été 2018 permettant la séparation des vestiaires homme/femme suivant la réglementation et la création de surfaces de travail pour les agents de maîtrise déchets, espaces verts, patrimoine et gens du voyage.

Le budget global est de 348 k€ avec un report sur 2018 de 214 k€.

TOURISME et COMMERCE

- **Commerce**

Fort d'une nouvelle compétence dédiée aux EPCI sur le commerce depuis le 1^{er} janvier 2017, l'intérêt communautaire doit être défini avant le 31 décembre 2018.

Ce travail devrait déboucher sur une feuille de route précise d'ici la fin du 1^{er} semestre, en accord avec les communes.

En attendant cette étape, sans plus de visibilité, il est proposé de mettre en perspective financière sur 2019 et 2020 un budget de 50 K€ d'investissement par an, à intégrer dans le PPI.

○ **Tourisme**

Autre enjeu d'importance, il devient impératif de diversifier nos activités touristiques pour renforcer l'attractivité du territoire et développer de nouvelles ressources financières pour nos commerces et artisanat.

Sans être exhaustif sur le détail des actions envisagées, quelques pistes de réflexion :

- Applications sur smartphone pour tous les services mis à disposition, touristiques (sites, sentiers, manifestations ...) ou autres (vélos à assistance électrique, géolocalisation ...)
- Mode doux vers Via Rhône,
- Projet de ZAT (zone d'activité touristique),
- Tourisme industriel.

Ces projets sont à développer sur plusieurs exercices.

Concernant les investissements sur les actions existantes :

- Sentiers pédestres : la labellisation d'un certain nombre d'entre eux dans le cadre du Plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée (PDIPR) du département permettrait une plus grande diffusion de l'information.
Néanmoins, une étape préalable de recensement et de mise à jour des conventionnements avec les propriétaires privés est indispensable.
La reprise du balisage est programmée à l'issue de ce travail PPI 20 K€.
Le projet mené par les communes de BALAN, NIEVROZ et THIL sur le circuit d'interprétation apportera sa contribution touristique.
- Jalonnement touristique à reprendre : PPI sur 3 ans de 95 K€.

A noter également que le budget lié à l'office de tourisme, fait l'objet, à compter de 2018, d'un budget annexe. En effet, le passage en statut de régie est officialisé avec l'installation du conseil d'exploitation le 24 janvier 2018.

Le budget général abondera ce budget office de tourisme, via une subvention.

2) Synthèse des propositions de programmes 2018

Cf tableau page suivante

A noter qu'il convient d'ajouter à ce montant TTC de dépenses, les restes à réaliser de 2017, soit 1 005 815 € TTC.

Dès lors, les propositions d'investissement s'élèvent à la somme globale de 10 282 504 €.

3) Les autorisations de programme pour la période 2017-2020

Par délibération, le conseil de communauté a validé le principe et la mise en œuvre d'autorisations de programme (AP) selon les possibilités offertes par les instructions comptables M14, M49 et M4.

Les autorisations de programmes sont déclinées annuellement en crédits de paiement, de façon à couvrir l'ensemble des grandes politiques publiques ou champs de compétences, en cohérence avec l'arborescence du projet de la 3CM.

Fonction	LIBELLE	TOTAL TTC	OPERATION
020	Urbanisme	42 000 €	Diagnostic PLH
	Matériel informatique	1 800 €	Poste informatique finances
		1 400 €	Remplacement PC DGS
		7 560 €	Nouveau contrat JVS
		5 520 €	Logiciel GED
		7 992 €	Logiciel astreintes
	Locaux 3CM	1 446 025 €	VEFA
90	Pépinière d'entreprises	1 894 398 €	VEFA
	Pépinière d'entreprises	90 000 €	Aménagements intérieurs
	Coworking	13 000 €	Construction de bureaux + mobilier
110	CISPD	102 890 €	2ème tranche vidéoprotection
		11 720 €	Diagnostic stratégie CISPD
		2 500 €	Matériel
		1 036 €	Mobilier
	Péril	100 000 €	Gros œuvre péril
411 + 414	Gymnases	10 000 €	Accessibilité
		108 750 €	Mises aux normes PMR
		102 000 €	Travaux hors PPI
		31 000 €	Matériel hors PPI
	MJC	15 000 €	Travaux - caméra - surveillance - modification alarme
	Pôle sportif	380 000 €	
812	Ordures ménagères	25 000 €	Matériel
	Ordures ménagères	25 000 €	Etude TEOM / redevance incitative
	Centre technique communautaire	134 518 €	Travaux
815	Parking covoiturage	408 000 €	Niévroz
	Aménagement local gare Valbonne	40 500 €	VAE Béligneux
	Transport	50 000 €	Etude TAD + plateforme
822	Requalification avenue PS	1 300 000 €	2ème tranche
	Rond-point	26 900 €	Désenclavement Carrier
	Tourne à gauche	266 000 €	STEP des Iles
	Giratoire RD1084	1 035 000 €	ZAC des Viaducs
	Voirie de bouclage	125 000 €	PS2 / Rue Canal de la Luénaz
	Divers voirie	115 000 €	Travaux
	Aménagement voirie	15 000 €	Rue des Chartinières et entrée ouest PS
		30 000 €	Rue des Valets
	Espaces verts	8 000 €	Matériels divers
	Jalonnement	15 000 €	
824	Aire de La Boisse	30 000 €	Travaux
	Véhicule	9 000 €	Régisseuse
	Aménagement aire alternante	101 000 €	Aire de grand passage / 50% refacturé à la CCMP
	Matériel informatique	1 400 €	Remplacement PC régisseuse
831	Eaux pluviales	250 000 €	Schéma directeur
	Bassins d'orage	1 500 €	Petits travaux électriques
	Faubourg de Lyon	64 800 €	
	Microtunnelier	370 000 €	Travaux réseaux
833	Opération Rhône	100 000 €	Maîtrise d'ouvrage - Restauration rive droite - Canal Miribel
	Natura 2000	40 000 €	Etude restauration + inventaires
	Natura 2000	17 800 €	Panneaux pelouses sèches + panneaux Ferrande + barrière Ferrande
	GEMAPI	78 880 €	Gouvernance + étude technique
	Acquisitions foncières	30 000 €	Aménagements futurs
	Matériel	6 000 €	Echelles et pluviomètres
	Matériel informatique	2 800 €	Remplacement PC C. BERTHO
	Travaux digues	65 000 €	Digue de Montluel
		15 000 €	Digue de Avoux
		50 000 €	Digue de Pizay
94	Commerce	50 000 €	
	TOTAL TTC hors CP	5 953 764 €	
	TOTAL CP	3 322 925 €	
	TOTAL TTC + CP	9 276 689 €	
	TOTAL reste à réaliser	1 005 815 €	
	TOTAL TTC + CP	10 282 504 €	

Au sein de chaque autorisation de programme, les opérations regroupent un ensemble cohérent d'investissements identifiables, s'apparentant ainsi à une affectation de programme.

Ce sont 14 299 303 € de crédits d'autorisations de programme qui ont été ouverts sur la période 2016-2020 correspondant à 7 autorisations de programme pour achever les opérations en cours.

Déduction faite des recettes affectées, il restera à la charge de la collectivité, environ 13 128 303 €.

Le tableau ci-après reprend le détail des autorisations de programme votées en accompagnement du budget primitif 2017 pour un montant total de 3 823 750 €, et la répartition annuelle des crédits de paiement déclinés en opérations.

L'an dernier, 2 316 064,40 € ont été portés en dépenses d'investissement prévisionnelles. Au titre du budget 2018, seront inscrits 3 322 925 €, complétés le cas échéant, des crédits de 2017, s'apparentant à des reports nécessaires à la poursuite des opérations en cours.

RECETTES									
THEMATIQUE	AUTORISATION DE PROGRAMME	TOTAL TTC AP		2016	2017		2018	2019	2020
		Montant initial	Nouveau montant	Réalisé	Prévisionnel	Réalisé	Prévision	Prévision	Prévision
Equipements sportifs	Pôle sportif	4 220 000 €	6 650 000 €		150 000 €	28 253 €	380 000 €	3 120 873 €	3 120 874 €
	Emprunt		4 211 160 €			0 €	0 €	1 869 040 €	2 342 120 €
	Département		150 000 €			0 €	0 €	45 000 €	105 000 €
	Région		461 000 €			0 €	0 €	138 300 €	322 700 €
	DETR	80 000 €	80 000 €			0 €	0 €	16 000 €	64 000 €
	Autres		50 000 €			0 €	0 €	0 €	50 000 €
	Autofinancement		1 697 840 €			28 253 €	380 000 €	1 052 533 €	237 054 €
Voirie	Requalification avenue Pré Seigneur	2 451 000 €	3 132 440 €	622 678 €	759 882 €	9 762 €	1 300 000 €	1 200 000 €	
	Autofinancement	0 €	3 132 440 €	622 678 €	759 882 €	9 762 €	1 300 000 €	120 000 €	
	DETR	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
	Rond Point Carrier	745 000 €	745 000 €		100 000 €	0 €	26 900 €	718 100 €	
	Région	0 €	200 000 €		0 €	0 €	0 €	200 000 €	
	Département	0 €	150 000 €		0 €	0 €	0 €	150 000 €	
	Autofinancement	745 000 €	395 000 €		0 €	0 €	26 900 €	368 100 €	
	Rue des Valets NOUVELLE		380 000 €				30 000 €	350 000 €	
	Autofinancement		380 000 €				30 000 €	350 000 €	
	Voirie de bouclage NOUVELLE		375 000 €				125 000 €	250 000 €	
	Autofinancement						125 000 €	250 000 €	
Equipements publics	Rue des Chartinières NOUVELLE		515 000 €				15 000 €	500 000 €	
	Autofinancement								
	Locaux 3CM	2 301 863 €	2 501 863 €		805 652 €	805 652 €	1 446 025 €	250 186 €	
	Emprunt	1 110 932 €	898 745 €		0 €	0 €	805 652 €	93 093 €	
	DETR	80 000 €	80 000 €		0 €	0 €	16 000 €	64 000 €	
	Promoteur	0 €	0 €		0 €	0 €	0 €	0 €	
	Autofinancement	1 110 931 €	1 523 118 €		0 €	805 652 €	624 373 €	93 093 €	
		9 717 863 €	14 299 303 €	622 678 €	1 815 534 €	843 667 €	3 322 925 €	6 389 159 €	3 120 874 €

DEPENSES		TOTAL TTC AP		2016	2017		2018	2019	2020
THEMATIQUE	AUTORISATION DE PROGRAMME	TOTAL TTC AP		Réalisé	2017		Prévision	Prévision	Prévision
		Montant initial	Nouveau montant		Prévisionnel	Réalisé			
Equipements sportifs	Pôle sportif	4 220 000 €	6 650 000 €	0 €	150 000 €	28 253 €	380 000 €	3 120 873 €	3 120 874 €
Voirie	Requalification avenue Pré Seigneurs	2 451 000 €	3 132 440 €	622 678 €	759 882 €	9 762 €	1 300 000 €	1 200 000 €	
	Rond Point Carrier	745 000 €	745 000 €		100 000 €	0 €	26 900 €	718 100 €	
	Voirie de bouclage NOUVELLE		375 000 €				125 000 €	250 000 €	
	Rue des Valets NOUVELLE		380 000 €				30 000 €	350 000 €	
	Rue des Chartinières NOUVELLE		515 000 €				15 000 €	500 000 €	
Equipements publics	Locaux 3CM	2 301 863 €	2 501 863 €		805 652 €	805 652 €	1 446 025 €	250 183 €	
TOTAL		9 717 863 €	14 299 303 €	622 678 €	1 815 534 €	843 667 €	3 322 925 €	6 389 156 €	3 120 874 €

- **Les autorisations de programmes supprimées :**

DEPENSES		TOTAL TTC AP		2017		2018
THEMATIQUE	AUTORISATION DE PROGRAMME	TOTAL TTC AP		2017		2018
		Montant initial	Nouveau montant	Prévu	Réalisé	
Equipements sportifs	Accessibilité PMR	300 000,00 €	281 920,00 €	47 148,00 €		234 772,00 €
Equipements publics	Centre technique	468 500,00 €	368 500,00 €	120 200,00 €	19 298,00 €	349 202,00 €
Environnement	GEMAPI	384 000,00 €	371 210,00 €	343 900,00 €	54 595,00 €	
TOTAL		1 152 500,00 €	1 021 630,00 €	511 248,00 €	73 893,00 €	583 974,00 €

Les budgets annexes

A. Budget annexe de l'eau

La loi NOTRe acte le transfert aux EPCI dès le 1^{er} janvier 2020, de la gestion de l'eau potable, production, stockage et distribution. Un amendement récent permettrait de repousser cette échéance jusqu'en 2026 sauf si la compétence est déjà exercée en facultatif ou en optionnel ce qui est le cas pour la 3CM.

Dès 2017, un diagnostic technique et juridique a été engagé avec les communes et les syndicats présents sur le territoire pour préparer ce transfert.

Les perspectives de l'exercice 2018 reposent essentiellement sur la poursuite jusqu'à son terme de cette étude juridico-technique, afin d'assurer dans le cadre d'un pacte fiscal et financier une planification tarifaire en adéquation avec l'investissement et les charges d'exploitation à réaliser.

Il est à noter que cette étude intègre la production et la distribution d'eau potable assurée actuellement en autonomie par la commune de Béligneux.

Pour le reste, les travaux programmés d'entretien ou de renouvellement poursuivent leurs cours normaux.

1) L'état de la dette

Un seul emprunt à ce jour.

Capital restant dû  **449 320 €**

Montant de l'échéance.....53 029 €

Capital33 234 €

Intérêts.....19 795 €

Cet emprunt arrive à échéance en 2027.

2) L'évolution tarifaire

TOTAL PARTICIPATION 506 424 €

REPARTITION DES CHARGES (sur consommation 2017)

COMMUNES	CONSOMMATIONS	PARTICIPATIONS HT
MONTLUEL	804 680 m ³	241 404 €
BALAN	135 269 m ³	40 581 €
DAGNEUX	272 497 m ³	81 749 €
BRESSOLLES	61 168 m ³	18 350 €
SDEI (Synd. Thil/Nievroz)	7 655 m ³	2 297 €
SYNDICAT SEREINE	168 535 m ³	50 561 €
LA BOISSE	6 818 m ³	2 045 €
LA BOISSE (Sources)	189 484 m ³	56 845 €
PIZAY	41 973 m ³	12 592 €
TOTAL	1 688 079 m ³	506 424 €
		X0,30 €

3) Les propositions de programmes 2018

LIBELLE	MONTANT HT	OBJET
Frais d'études	12 500 €	Etude BAC Pizay + investigation complémentaires
	9 500 €	Programme schéma directeur eau potable <i>à noter que cette AP sera supprimée sur 2018</i>
	20 000 €	Zéro phyto
Réseaux d'adduction d'eau	6 700 €	Compteur vente Montluel
	10 000 €	Autres compteurs vente
	20 000 €	Renouvellement compteurs vente et imprévus
	5 000 €	Création vanne sur réseau Balan
Travaux	100 000 €	Travaux sur ouvrages + MOE Balan et Dagneux
	100 000 €	Travaux sur Sources + MOE La Boisse
	16 000 €	Clôture + panneau captage et château d'eau Pizay
	13 500 €	Clôture + panneau station pompage Ste Croix + château d'eau
TOTAL HT	313 200 €	
TOTAL Reste à réaliser	400 887 €	
TOTAL HT + RAR	714 087 €	

L'autorisation de programme schéma directeur eau potable/diagnostic ouvrages stockage de production sera supprimée sur l'exercice 2018.

B. Budget annexe de l'assainissement

A noter que le périmètre de cette compétence, au même motif que pour l'eau, pourrait évoluer au 1^{er} janvier 2020 avec le transfert des SPANC et des eaux pluviales urbaines.

Dans le cadre du PPI engagé lors du transfert en 2016, deux investissements prioritaires sont mis en perspective pour 2018 :

- Le **remplacement des STEP de Ste Croix et Cordieux** en deux phases. Les entreprises ont été désignées. Le questionnement porte sur les nouvelles conditions de financement de l'Agence de l'Eau suivant leur plan quinquennal démarrant en 2018.
En effet, il y a un risque sur ces soutiens financiers qui sembleraient être passés en second plan dans les missions de l'Agence de l'Eau et feront l'objet d'un arbitrage. La première réalisation concerne Ste Croix programmée en 2018, celle de Cordieux étant différée en 2019, voir 2020 en fonction des financements obtenus.
Investissement programmé à 670 k€ sur 2018.
- Le **transport des eaux usées de la commune de Bressolles vers la STEP des Iles**, les deux stations actuelles de la commune étant à bout de souffle et non conformes.
Ce chantier d'importance passera par plusieurs phases, dont la première dès l'été 2018 consiste à mettre en œuvre un nouveau collecteur sur la commune de DAGNEUX entre l'intersection de la route de Balan et de la RD104 pour aller jusqu'au rond-point du collège en passant par la rue de Bressolles.
Investissement programmé à 636 k€ sur 2018.

Les phases suivantes consisteront :

- à relier ce collecteur à l'entrée de la commune de Bressolles,
- à mettre en séparatif les réseaux de la commune,
- et à remplacer le collecteur existant le long de la voie ferrée sur Dagneux jusqu'au raccordement vers la ZI.

Le nouvel arrêté de compétences du 27 décembre 2017 permet à la 3CM de lancer le diagnostic des réseaux d'eaux pluviales urbaines, qui pourront être rattachés à la compétence assainissement en 2020.

Ce transfert de compétence impactant le budget général, il fera l'objet d'une commission locale d'évaluation des transferts de charges (CLETC) entre communes et EPCI.

Néanmoins, pour avancer entre autre sur le projet de Rond-Point Carrier, sera engagée dès cette année, une étude hydraulique permettant ainsi un pré-dimensionnement du réseau requis sur le Faubourg de Lyon.

Le sujet Eaux pluviales urbaines peut avoir des conséquences lourdes pour la 3CM et de fait, pour les contribuables. Dès lors, des investigations techniques doivent être faites avec précision et transparence. Ce sera la clef de voute du travail demandé.

1) L'état de la dette

Un seul emprunt à ce jour.

Capital restant dû  **9 115 304 €**

Montant de l'échéance.....767 622 €

Capital592 815 €

Intérêts.....174 807 €

2) L'évolution tarifaire

Celle-ci est conforme à l'étude d'impacts juridiques administratifs et financiers de l'étude KPMG relative au transfert de la compétence « assainissement collectif » et intègre en 2017, les coûts de facturation pour la commune de Montluel et de Sainte Croix.

		2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Balan	Part variable en €HT/m ³	1.11	1.28	1.49	1.68	1.78	1.80	1.77
	Part fixe en €HT/an	0	6.67	13.33	20	26.67	33.33	40
Béligneux	Part variable en €HT/m ³	1.15	1.15	1.21	1.28	1.38	1.53	1.77
	Part fixe en €HT/an	40	40	40	40	40	40	40
Bressolles	Part variable en €HT/m ³	1.04	1.28	1.49	1.68	1.78	1.80	1.77
	Part fixe en €HT/an	0	6.67	13.33	20	26.67	33.33	40
Dagneux	Part variable en €HT/m ³	1.18	1.18	1.18	1.19	1.33	1.52	1.77
	Part fixe en €HT/an	0	0	5	13	21	29	40

		2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
La Boisse	Part variable en €HT/m ³	1.50	1.50	1.50	1.51	1.54	1.62	1.77
	Part fixe en €HT/an	0	0	7	15	23	31	40
Montluel	Part variable en €HT/m ³	1.86	1.86	1.84	1.82	1.80	1.79	1.77
	Part fixe en €HT/an	0	10,12	13,56	21,64	15,12	25.76	40
Niévroz	Part variable en €HT/m ³	0.733	0.8544	0.9763	1.0981	1.22	1.3418	1.464
	Part fixe en €HT/an	30.48	28.65	26.82	24.98	23.15	21.32	19.49
Pizay	Part variable en €HT/m ³	1	1.28	1.49	1.68	1.78	1.80	1.77
	Part fixe en €HT/an	0	6.67	13.33	20	26.67	33.33	40
Sainte Croix	Part variable en €HT/m ³	1	1.28	1.49	1.68	1.78	1.80	1.77
	Part fixe en €HT/an	0	16,79	30,12	40	26,67	33.33	40

La participation forfaitaire à l'assainissement collectif (PFAC), quant à elle, reste à l'identique, soit **1400 € HT**.

3) Les propositions de programmes 2018

LIBELLE	MONTANT HT	OBJET
Frais d'études	100 000 €	Etudes réglementaires-dossier porter à connaissance sortie STEP/DO/Raccordement Bressolles
	10 000 €	Création boîte de branchement
Réseaux	5 000 €	Foncier STEP Cordieux
	60 000 €	Télégestion bassin d'orage
	10 000 €	Divers
	25 000 €	Equipements nouveaux postes de relevage
	7 000 €	Outillage industriel
	4 000 €	Matériel spécifique d'exploitation
	25 000 €	Achat véhicule
	1 500 €	Sauvegarde de télégestion STEP
	10 000 €	Imprévus sur STEP autre Niévroz
	110 000 €	Travaux STEP
Travaux	25 000 €	Aménagements déversoirs d'orage
	230 000 €	Microtunnelier
	15 000 €	Branchement eau potable à reprendre
	708 983 €	Raccordement Bressolles
	450 000 €	Travaux réseaux
	200 000 €	Travaux réseaux route de Jons, avenue des Platanes
	36 000 €	MOE part eaux usées Faubourg de Lyon
TOTAL HT hors CP	1 323 500 €	
TOTAL CP	708 983 €	
TOTAL Reste à réaliser	987 706 €	
TOTAL HT + CP + RAR	3 020 189 €	

Cette autorisation de programme doit faire l'objet d'un ajustement de crédits de plus de 504 500 € HT portant le montant global de l'opération à 2 810 000 € HT. Dès lors, les crédits de paiement sont portés tels que ci-dessous.

DEPENSES								
AUTORISATION DE PROGRAMME	OPERATION	TOTAL HT AP	2017		2018	2019	2020	2021
			Prévu	Réalisé				
STEP Niévroz et mise en séparatif réseau Bressolles		2 810 000 €	87 184 €	3 095 €	708 983 €	740 974 €	816 974 €	539 974 €
	MO	200 000 €	85 334 €	3 095 €	22 347 €	34 026 €	37 545 €	20 036 €
	Etude	15 000 €	1 850 €	0 €	14 943 €	0 €	0 €	0 €
	CSPS	75 000 €	0 €	0 €	19 431 €	20 416 €	22 527 €	15 027 €
	Travaux	2 500 000 €	0 €	0 €	647 716 €	680 527 €	750 895 €	500 904 €
	Test réception	20 000 €	0 €	0 €	4 546 €	6 005 €	6 007 €	4 007 €
	TOTAL	2 810 000 €	87 184 €	3 095 €	708 983 €	740 974 €	816 974 €	539 974 €
RECETTES								
AUTORISATION DE PROGRAMME	OPERATION	TOTAL HT AP	2017		2018	2019	2020	2021
			Prévu	Réalisé				
STEP Niévroz et mise en séparatif réseau Bressolles		2 810 000 €	87 184 €	3 095 €	708 983 €	740 974 €	816 974 €	539 974 €
	Autofinancement	1 920 325 €	87 184 €	3 095 €	521 808 €	506 807 €	582 807 €	305 807 €
	Subventions AERMC	187 175 €	0 €	0 €	187 175 €	0 €	0 €	0 €
	Subventions CD01	702 500 €	0 €	0 €	0 €	234 167 €	234 167 €	234 167 €
	TOTAL	2 810 000 €	87 184 €	3 095 €	708 983 €	740 974 €	816 974 €	539 974 €

C. Zones d'activités

Un certain nombre d'ajustements d'écritures ont été réalisés pour ces budgets.

En effet, les projets pépinière et coworking, investissement et fonctionnement, sont sortis de ces budgets pour être réintégrés dans le budget général.

Le budget Zone des Goucheronnes sera clôturé, compte-tenu du modèle appliqué, à savoir, en concession d'aménagement

Les principales nouveautés sont :

- L'acquisition d'une voirie privée rejoignant la pointe Ouest de la zone Cap & Co afin de l'ouvrir à la circulation et créer une seconde voie d'accès et de bouclage de cette zone,
- Le solde des acquisitions foncières sur la ZAC des Viaducs avec RTE, SNCF, APRR et les consorts PACQUELET,
- Les acquisitions des parcelles en zone A de la zone des Goucheronnes,
- Les ventes des différentes parcelles sur ZAC des Viaducs et des lots fonciers de la masse A sur Cap & Co.

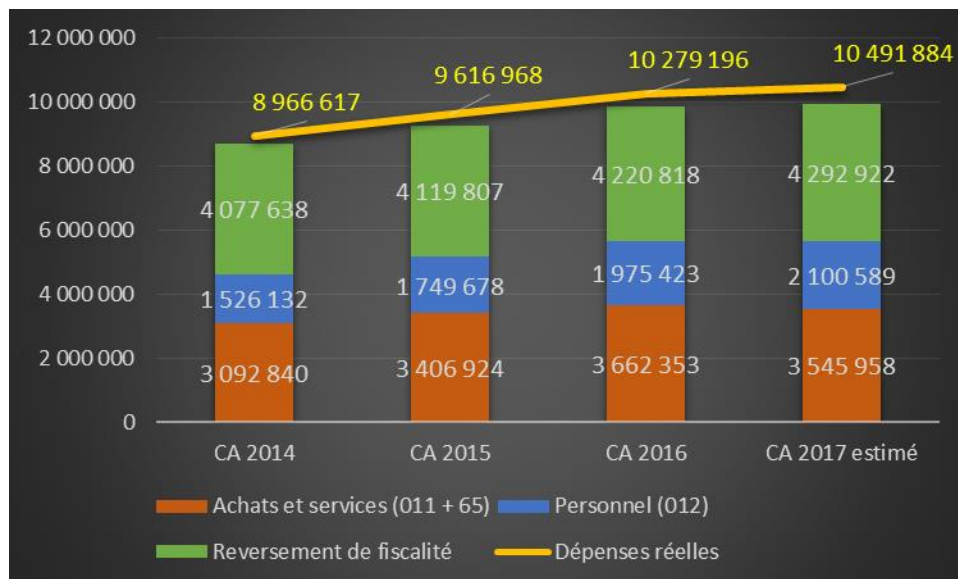
D. Office de tourisme

La création du budget annexe de l'office de tourisme devra donner lieu à une subvention du budget général, fonctionnement à budget identique, soit environ 113 000 €.

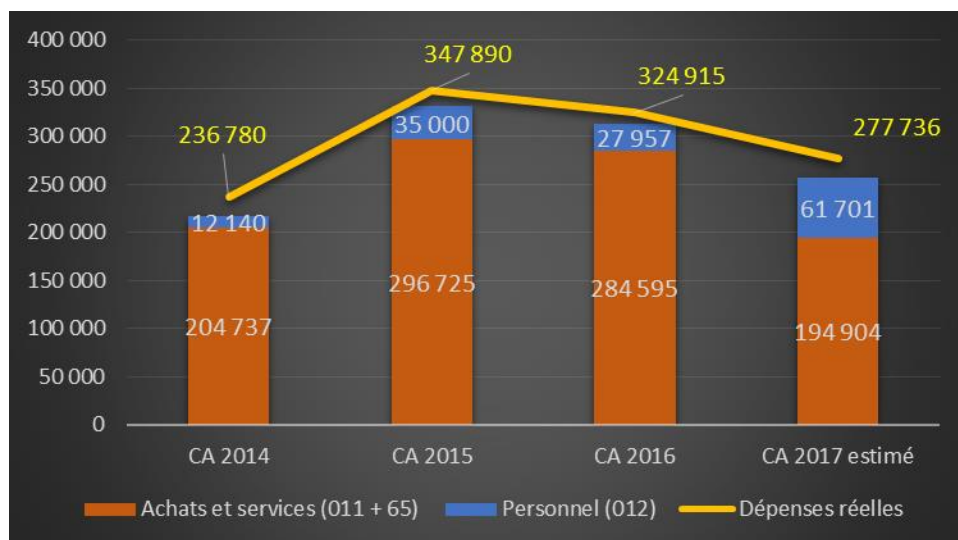
Conclusion

1) Evolution des principaux postes de dépenses de fonctionnement

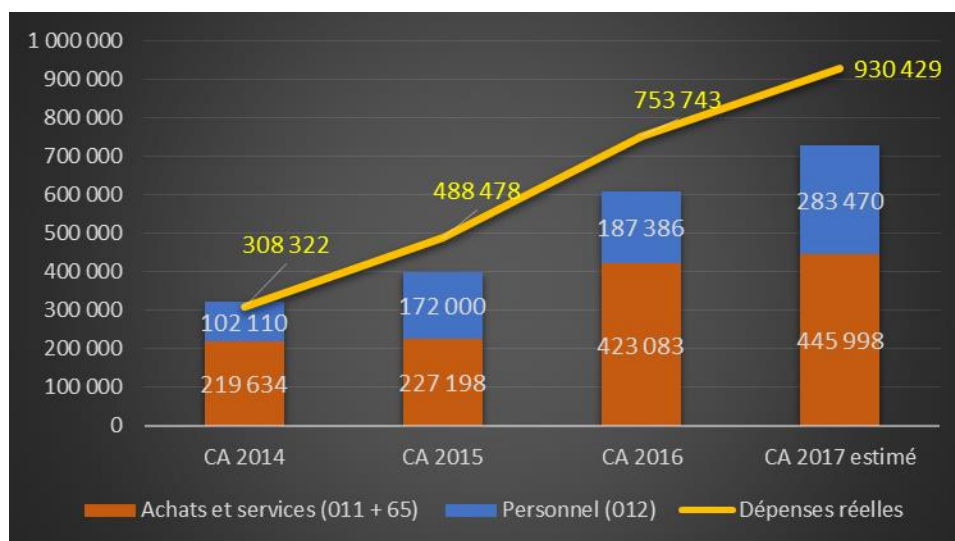
Budget général



Budget annexe de l'eau

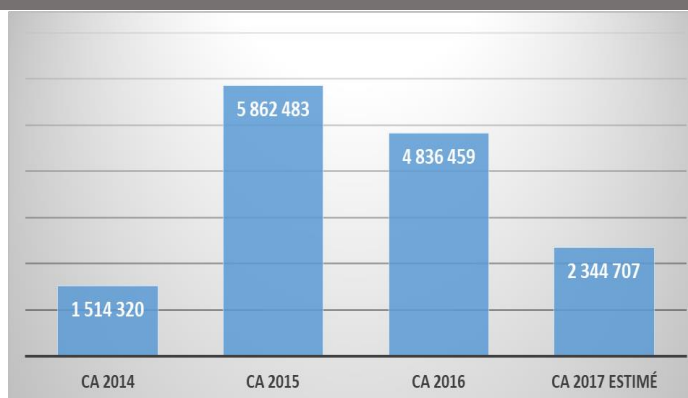


Budget annexe de l'assainissement

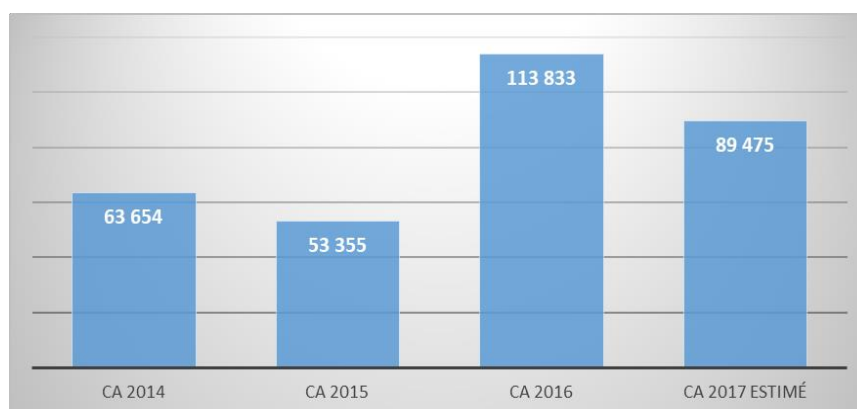


2) Evolution du plan d'investissement du budget principal en million d'euros

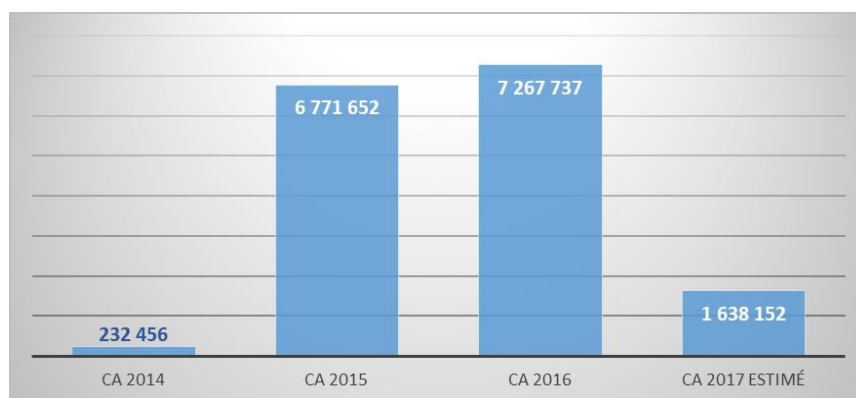
Budget général



Budget annexe de l'eau



Budget annexe de l'assainissement



3) Synthèse du plan d'investissement 2018 par politique publique

